

**BURKINA FASO**



*Unité-Progrès-Justice*

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**

---

---

**PLAN D' ACTIONS DU PLAN NATIONAL  
D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES  
(2024-2026)**

*Mai 2024*

## TABLE DE MATIERES

LISTE DES TABLEAUX ET DES ANNEXES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
INTRODUCTION.....	6
<b>I. RAPPEL DES ELEMENTS DU PNA.....</b>	<b>1</b>
1.1. Fondements.....	1
1.2. Vision du PNA.....	3
1.3. Principes directeurs.....	3
1.4. Objectif global et impacts attendus.....	5
<b>II. AXES STRATEGIQUES, ACTIONS PRIORITAIRES ET ACTIVITES.....</b>	<b>6</b>
1.1. AXE 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	6
1.1.1. Objectif stratégique.1.1 : Renforcer les capacités d’adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques.....	6
1.1.2. Objectif stratégique.1.2 : Renforcer les capacités d’adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC.....	8
1.2. AXE 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D’ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	14
1.2.1. Objectif stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d’adaptation en changements climatiques.....	14
1.2.2. Objectif stratégique 2.2 : Améliorer l’adoption des techniques et technologies innovantes en matière d’adaptation en changements climatiques.....	16
1.3. AXE 3 : GOUVERNANCE DE L’ADAPATATION AUX CHANGEMENT CLIMATIQUES.....	17
1.3.1. Objectif stratégique 3.1 : Améliorer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique.....	17
1.3.2. Objectif stratégique 3.2 : assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA.....	19
1.3.3. Objectif stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l’accessibilité de l’information climatique et la visibilité des interventions.....	20
<b>III. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI EVALUATION.....</b>	<b>21</b>
3.1. Dispositif de mise en œuvre.....	21
3.1.1. Instruments de mise en œuvre.....	21
3.1.2. Acteurs de mise en œuvre.....	21
3.1.3. Cadre organisationnel.....	Erreur ! Signet non défini.

<b>3.2.</b>	<b>DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION .....</b>	<b>25</b>
<b>3.2.1.</b>	<b>Instance de suivi évaluation .....</b>	<b>25</b>
<b>3.2.2.</b>	<b>Mécanisme de suivi-évaluation .....</b>	<b>25</b>
<b>3.2.3.</b>	<b>Outils de suivi évaluation.....</b>	<b>26</b>
<b>3.3.</b>	<b>FINANCEMENT DU PNA .....</b>	<b>26</b>
<b>3.3.1.</b>	<b>Coût du plan d'actions .....</b>	<b>26</b>
<b>3.3.2.</b>	<b>Stratégie de financement.....</b>	<b>27</b>
<b>IV.</b>	<b>ANALYSE ET GESTION DES RISQUES.....</b>	<b>28</b>

## LISTE DES TABLEAUX ET DES ANNEXES

### LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1:</b> Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA: Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA .....	26
<b>Tableau 2:</b> Contributions par type d'acteurs (en millions de FCFA).....	28
<b>Tableau 3:</b> Analyse des risques .....	29

### LISTE DES ANNEXES

<b>Annexe 1:</b> Cadre de mesure de performance .....	1
<b>Annexe 2:</b> Cadre programmatique.....	7

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AFAT	Agriculture, Foresterie et Autres Utilisations des Terres
ANAM	Agence Nationale de la Météorologie
ANE	Acteurs Non Etatiques
APF	Aires de Protection Fauniques
APH	Agro-Pastoral et Halieutique
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Changements Climatiques
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques
CDG	Cadre de Dialogue de Gestion
CDR	Conseil de Direction Régional
CEDEAO.	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
ENP	Etude Nationale Prospective
FIC	Fonds d'Investissement Climatique
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GTR	Groupe Thématique Régional
E/DD/CC	Environnement/ Développement Durable/Changements Climatiques
MNC	Maladie du Newcastle
MRV	Mesure Rapportage Vérification
MUAFH	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat
ND-GAIN	Indice mondial d'adaptation au changement climatique Notre-Dame
ODD	Objectif de Développement Durable
ONG/ADF	Organisation Non Gouvernementale/Association de Développement et Fondations
PAO	Plan d'Actions Opérationnel
PA-SD	Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement
PIUP	Procédés Industriels et Utilisations des Produits
PLD	Plans Locaux de Développement
PNA	Plan National d'Adaptation aux changements climatiques
PNDD	Politique Nationale de Développement Durable
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PNIASP	Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPCB	Péripneumonie Contagieuse Bovine
PPP	Partenariat Public Privé
PPR	Peste des Petits Ruminants
PRAVO	Projet de Renforcement du réseau d'Assainissement des eaux pluviales de la Ville de Ouagadougou
PS-ASP	Politique sectorielle "Production Agro-Sylvo-Pastorale"
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier

SAP	Système d'Alerte Précoce
SDAGO	Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga
SDAU	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SDDEP	Schéma Directeur de Drainage des Eaux Pluviales
SNADDT	Schéma National d'Aménagement et du Développement Durable du Territoire
SNG	Stratégie Nationale Genre
TDE	Transformation et de Distribution Electrique
UAMOP	Unités d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Publique

## INTRODUCTION

La planète se trouve confrontée à des sources de pression portant préjudices à tous les systèmes socio-écologiques avec l'augmentation de la concentration atmosphérique en gaz-à-effet de serre (GES) imputable aux activités humaines. Les pays parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ont reconnu, à travers le cadre de l'adaptation de Cancun et la Décision 5/CP.17, renforcés par l'Accord de Paris, l'impérieuse nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) C'est dans cette optique que le Burkina Faso a adopté son Plan National d'Adaptation aux changements climatiques qui est révisé chaque cinq ans d'où la révision du PNA adopté en 2015.

C'est ainsi que le présent document qui tient lieu de plan d'actions du PNA est élaboré pour guider la mise œuvre des activités sur la période 2024-2026. Cette élaboration s'est faite en suivant un processus participatif qui a réuni l'ensemble des acteurs concernés par la mise en œuvre du PNA. Ce plan d'actions s'articule autour des points suivants : (i) rappel des éléments du PNA, (ii) axes stratégiques, actions prioritaires et activités, (iii) dispositions de mise en œuvre et de suivi évaluation et (iv) analyse et gestion des risques.

## **I. RAPPEL DES ELEMENTS DU PNA**

Cette partie rappelle les fondements, la vision pour le Burkina Faso, les principes directeurs et les orientations stratégiques. Ces orientations sont déclinées en axes stratégiques, en objectifs stratégiques, en effets attendus et en actions.

### **1.1. Fondements**

Le PNA se fonde aussi bien sur les engagements du Burkina Faso aux niveaux international et régional que sur les documents de référence au niveau national en matière de lutte contre les changements climatiques, la désertification et la destruction de la biodiversité.

#### **1.1.1. Au niveau international**

Le PNA se fonde principalement sur : (i) la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ratifiée le 02 septembre 1993, qui vise à stabiliser les concentrations de GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, (ii) Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et (iii) le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Elle s'inspire également des objectifs de développement durable visant à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous à l'horizon 2030, notamment l'ODD13 qui vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques. La cible 13.1 entend renforcer dans tous les pays la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux et aux catastrophes naturelles liées au climat.

#### **1.1.2. Au niveau régional**

Le PNA s'appuie sur l'agenda 2063 de l'Union africaine dont les aspirations n°1 et n°6 visent à construire respectivement « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable » et « une Afrique où le développement est axé sur les populations, qui s'appuient notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes ». Elle s'inspire également de la Stratégie Régionale Climat de la CEDEAO.

#### **1.1.3. Au niveau national**

Le PNA s'inspire de :

- **Etude Nationale Prospective (ENP) Burkina 2025** qui ambitionne de « transformer les déterminants de l'évolution du système burkinabè, pour rendre l'économie nationale compétitive, conforter la croissance et la prospérité, et améliorer la qualité de vie » ;



- **Schéma National d'Aménagement et du Développement Durable du Territoire (SNADDT)** horizon 2040, adopté en 2017 qui donne les orientations sur les déterminants de l'aménagement du territoire du Burkina Faso actuel en insistant notamment sur le préalable foncier, la maîtrise de la démographie et la place des femmes, l'urbanisation, l'eau et l'assainissement, ainsi que les actions de réhabilitation et de sauvegarde à privilégier dans chaque région.
- **Politique Nationale de Développement Durable (PNDD) à l'horizon 2050.** Adopté en 2013, elle a pour objectif de définir le cadre global de la mise en œuvre du développement durable au Burkina Faso ;
- **Politique sectorielle « Production Agro-Sylvo-Pastorale »** qui vise à développer un secteur « production agro-sylvo-pastorale » productif assurant la sécurité alimentaire, davantage orienté vers le marché et créateur d'emplois décents et basé sur des modes de production et de consommation durables ;
- **Politique sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement » (2018-2027) adoptée** en 2018 dont l'objectif global est d'assurer un accès à l'eau, à un cadre de vie sain et renforcer la gouvernance environnementale et le développement durable dans l'optique d'améliorer les conditions économiques et sociales des populations. Le PNA s'inscrit dans l'axe 1 : « Gestion durable de l'environnement » en son OS 1.1 « Renforcer la gouvernance environnementale dans la transition vers une économie verte et inclusive » et l'axe 2 : « Axe 2 : Mobilisation et gestion des ressources en eau » dont l'objectif est de satisfaire durablement les besoins en eau pour tous les usages et des écosystèmes naturels dans un contexte de changement climatique ;
- **Politique sectorielle « Recherche et Innovation » (2018-2027)** adoptée en 2018 dont l'objectif global est de renforcer le système productif par la génération et l'utilisation intensive des résultats de la recherche et de l'innovation. Le PNA s'inscrit dans l'Axe 2 : « Développement de la recherche scientifique et de l'innovation » en contribuant à l'atteinte de l'objectif stratégique 2.1 : Orienter les programmes de recherche pour l'atteinte des objectifs de développement et spécifiquement dans la réalisation des effets attendus EA 2.1.1 : la recherche et l'innovation dans les domaines agro-sylvo-pastorale et environnementale sont développées, EA 2.1.2 : la recherche et l'innovation en sciences appliquées et technologies sont développées et EA 2.1.4 : la recherche et l'innovation en sciences sociales et humaines sont développées. Elle intervient aussi dans l'Axe 3 : « Valorisation des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation » qui vise à promouvoir l'utilisation intensive des résultats de la recherche et des innovations ;

- **Plan National de Développement Economique et Social II (PNDES II, 2021-2025)** qui constitue le référentiel orientant le développement économique et social au Burkina Faso. La PNA contribue à sa mise en œuvre à travers les axes stratégiques 3 « consolider le développement du capital humain et la solidarité nationale » et 4 « dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois » plus précisément dans ses objectifs stratégiques 3.3 : « promouvoir la recherche et l'innovation et renforcer leur utilisation en faveur de la transformation de l'économie », 3.6 : « améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services énergétiques de qualité », 4.1 : « développer durablement un secteur agro-sylvo-pastoral, faunique et halieutique productif et résilient, d'avantage orienté vers le marché » et 4.5 « inverser la tendance de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles pour favoriser la résilience climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Le PNA s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD), instrument de mise en œuvre du PNDES II ;
- **Stratégie Nationale Genre (SNG 2020-2024)**, adoptée en 2020 qui a pour objectif global de favoriser l'instauration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au Burkina Faso.

## 1.2. Vision du PNA

La vision du PNA s'énonce comme suit : A l'horizon 2050 « **le Burkina Faso gère plus efficacement son développement économique et social grâce à la mise en œuvre de mécanismes de planification et de mesures prenant en compte la résilience et l'adaptation aux changements climatiques** ».

## 1.3. Principes directeurs

La formulation du plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) du Burkina Faso a été faite en référence aux directives du Groupe d'experts des pays les moins avancés et réalisé conformément à la décision 1/CP.16. Elle repose sur des principes dont le choix a été guidé par ceux de la CCNUCC et qui s'alignent sur les politiques nationales en matière de développement.

Il s'agit principalement du :

- **partenariat et la subsidiarité** : les changements climatiques ne connaissent pas de frontières sectorielles, encore moins de limites administratives. Au regard de la portée de leurs impacts, il est important d'œuvrer à la participation de tous les acteurs de développement à différentes échelles depuis l'identification des

actions d'adaptation jusqu'à leur mise en œuvre. Le partenariat ainsi décliné devra se matérialiser par l'implication judicieuse et la responsabilisation des acteurs des structures étatiques et non étatiques, des collectivités territoriales, du secteur privé, à travers le renforcement du Partenariat public-privé (PPP), de la société civile et des PTF dans l'exécution des actions retenues. Ainsi, la problématique de l'adaptation aux changements climatiques doit désormais être prise en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement au niveau central et décentralisé afin que les efforts de développement ne soient pas vains. L'institution d'un dialogue permanent entre les représentants des différents groupes d'acteurs est également nécessaire pour la cohérence des interventions, la synergie et surtout le cofinancement des actions du PNA. Les avis et priorités des bénéficiaires seront pris en compte dans la démarche d'opérationnalisation des options et des mesures d'adaptation préconisées en conformité avec la réglementation en vigueur ;

- **la prise en compte du Genre et de l'inclusion** : les options d'adaptation identifiées dans le PNA nécessitent pour plus de pertinence et d'impacts significatifs la participation des hommes et des femmes aux actions. Aussi, au regard de la vulnérabilité des femmes aux effets néfastes du changement climatique plus accrue et de leur participation au développement, une approche de partenariat, de promotion du dialogue social, de réduction des inégalités, de développement des capacités d'adaptation de toutes les couches sociales, surtout les plus vulnérables et de prééminence de la bonne gouvernance est-elle nécessaire ;
- **l'équité** : la recherche de l'équité notamment l'équité sociale et environnementale dans la mise en œuvre du PNA doit être de mise pour assurer la cohérence et la continuité la durabilité des interventions. Ce principe garantit la réduction des inégalités sociales, régionales et la solidarité nationale qui seront le fil conducteur déterminant pour assurer l'équité intra et intergénérationnelle, la prise en compte du genre, ainsi que la prise en compte des spécificités des régions et localités par la valorisation de leurs potentialités, pour plus d'équité spatiale, plus de cohésion sociale et de paix ;
- **la Gestion Axée sur les Résultats** : l'application d'une gestion axée sur les résultats (GAR) est plus que bénéfique d'autant plus qu'elle permet d'améliorer l'efficacité et les pratiques relatives à l'obligation de rendre compte en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques publiques, en mettant l'accent sur l'atteinte des résultats préalablement définis

de façon réaliste. En outre, la transparence et la reddition des comptes, éléments fondamentaux de la GAR, sont essentielles dans l'obtention des résultats de développement, en ce sens qu'elles permettent d'instaurer un climat de confiance et de garantir la pleine participation des acteurs à la réalisation des objectifs définis ;

- **la durabilité** : la durabilité des actions du PNA suppose l'utilisation des ressources «naturelles» de façon rationnelle en tenant compte des besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures. La durabilité prend en compte les contraintes économiques, sociales, environnementales et culturelles et promeut des modes de production et de consommation responsables, la solidarité, la précaution, la participation et l'engagement responsable ;
- **la proactivité et intelligence économique** : la mise en œuvre du PNA doit s'inscrire dans une démarche prospective, au niveau de tous les acteurs, afin de faire face aux menaces de tout genre et d'exploiter les meilleures opportunités offertes, à court, moyen et long terme. La proactivité, dans le contexte actuel du défi sécuritaire, suppose que tout acteur du développement doit agir en veillant à prévenir et à consolider la sécurité. Dès lors, la proactivité s'appuiera sur l'Intelligence Economique (IE) en tant que mode de gouvernance fondé sur la veille, l'exploitation et la protection de l'information stratégique, la maîtrise des risques (sécuritaire, économique...) et l'influence sur l'environnement national et international.

#### 1.4. Objectif global et impacts attendus

L'objectif global du PNA est de **renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés.**

Ainsi, les principaux résultats finaux attendus de la mise en œuvre du PNA se présentent comme suit :

- *la capacité d'adaptation des communautés, des secteurs et domaines prioritaires est améliorée.* Il s'agit de porter l'indice national d'adaptation au changement climatique (ND-GAIN) de 37,6 en 2021 à 38,85 en 2028 ;
- *la pauvreté en milieu rurale est réduite.* L'ambition est de contribuer à porter l'incidence de la pauvreté en milieu rural de 52,7 % en 2021 à moins de 50% en 2028 ;

- *la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est améliorée*. Il s'agit de porter le taux de couvertures des besoins céréaliers de 101% en 2022 à 140% en 2028.

## **II. AXES STRATEGIQUES, ACTIONS PRIORITAIRES ET ACTIVITES**

Le plan d'actions 2024-2026 est structuré en trois (03) axes. Chaque axe est décliné en objectifs stratégiques, effets attendus, actions et activités.

### **1.1. AXE 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Les objectifs stratégiques (OS) de cet axe sont : (i) OS 1.1 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques, (ii) OS 1.2 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC et (iii) OS 1.3 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques.

#### **1.1.1. Objectif stratégique.1.1 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques**

Deux (02) effets sont attendus (EA) de cet objectif stratégique : (i) EA.1.1.1 : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée et (ii) E.A.1.1.2 : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite.

##### **1.1.1.1. EA.1.1.1 : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de porter le taux d'atteinte des rendements potentiels des cultures céréalières de 40,4% en 2022 à 60% en 2028. Pour atteindre cet effet, les actions majeures ci-après seront réalisées : (i) Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau, (ii) Amélioration des rendements des productions agricoles, (iii) Promotion des techniques de CES/DRS, (iv) Renforcement des stocks nationaux de sécuritaire alimentaire et (v) Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles.

- **Action 1.1.1.1 : Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau, Amélioration des rendements des productions agricoles**

La réalisation de cette action se fera à travers la mise en œuvre des activités que sont : (i) réaliser/Réhabiliter de bas-fonds et des périmètres aménagés, (ii) Réaliser des

forages agricoles et des boullis agricoles, (iii) mettre à la disposition des producteurs des équipements de motorisation intermédiaires à prix subventionnés et des équipements d'irrigation et (iv) réaliser des modèles d'exploitation agricole résiliente et performante.

- **Action 1.1.1.2 : Amélioration des rendements des productions agricoles**

Cette action sera mise en œuvre à travers le renforcement de capacités techniques et matérielles des producteurs, la mise en place de serre, la mise à disposition des producteurs d'intrants, de kits de compostage et de fumure organique.

- **Action 1.1.1.3 : Promotion des techniques de CES/DRS**

Il s'agira de renforcer les capacités techniques des producteurs, de mettre en place des fermes agroécologiques, d'aménager des terres sous CES/DRS.

- **Action 1.1.1.4 : Renforcement des stocks nationaux de sécuritaire alimentaire**

Cette action sera mise en œuvre à travers la mise en place du stock d'intervention alimentaire (SI) et de sécurité nationale (SNS) et l'ouverture de boutiques témoins dans les communes vulnérables.

- **Action 1.1.1.5 : Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles**

Il s'agira principalement de mettre en place de nouveaux produits d'assurance agricole, de subventionner les polices d'assurance agricoles, de souscrire à des primes d'assurance, de sensibiliser des producteurs sur l'assurance agricole, de mettre en place des plateformes de diffusion des informations climatiques aux producteurs et de financer de microprojets agricoles à travers les mécanismes étatiques.

**1.1.1.2. EA.1.1.2 : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite**

Il s'agit de faire évoluer le taux d'accroissance des effectifs des bovins, des petits ruminants et la volaille de 2%, 3%, et 3% respectivement en 2020 à 2.5%, 3,5% et 3,5% en 2028. A cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture, (ii) Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses, (iii) amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage et (iv) Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales.

- **Action 1.1.2.1 : Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture**

La mise en œuvre de cette action passera par la réalisation des activités suivantes : (i) aménager des pêcheries, (ii) empoissonner les plans d'eau, (iii) mettre à la disposition des acteurs des équipements de pêche et d'aquaculture adaptés, (iv) produire des alevins dans les stations piscicoles, (v) mettre à la disposition des producteurs des aliments pour poissons et (vi) mettre en place des cages flottantes.

- **Action 1.1.2.2 : Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses**

Pour cette action, il s'agira de réaliser les campagnes de vaccination contre le PPCB, le PPR et le MNC.

- **Action 1.1.2.3 : Amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage**

Il s'agira principalement de mettre à la disposition des producteurs des intrants et des équipements de production fourragère, d'acquérir des aliments pour bétail au profit du stock de sécurité d'aliments pour bétail, de réaliser l'insémination artificielle des vaches, de diffuser des noyaux reproducteurs et de faciliter l'accès des éleveurs de volaille aux ressources nécessaires pour la reconstitution des effectifs suite à l'impact de la grippe aviaire.

- **Action 1.1.2.4 : Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales**

Il s'agira de créer, d'aménager et de sécuriser les zones pastorales, d'appuyer la sécurisation des fermes péri-urbaines, de réaliser des biodigesteurs, d'appuyer le fonctionnement des systèmes de surveillance sur les crises en élevage, des comités provinciaux de gestion de la transhumance et des comités de gestion des infrastructures.

**1.1.2. Objectif stratégique.1.2 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC**

Cet objectif stratégique est mesuré par deux (02) effets attendus. Il s'agit de : (i) E.A.1.2.1. La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée et (ii) E.A.1.2.2. Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées.

### **1.1.2.1. EA.1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de porter la capacité de stockage en eau de surface de 6,153 milliards de m<sup>3</sup> en 2023 à 6,4 milliards de m<sup>3</sup> en 2028.

Pour l'atteinte de ces résultats, trois (03) principales actions sont mises en œuvre : (i) Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau, (ii) Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau et (iii) Protection des ressources en eau.

#### **- Action 1.2.1.1 : Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau**

Cette action sera mise en œuvre à travers la réalisation des études de construction de nouveaux barrages et de réhabilitation des barrages dégradés, l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation des retenues d'eau et la réalisation des infrastructures d'hydrauliques pastorales dans les espaces pastoraux.

#### **- Action 1.2.1.2 : Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau**

Il s'agira de mettre en place et de former les Comités d'usagers de l'Eau, de conduire et superviser les travaux d'entretien des ouvrages, d'effectuer des patrouilles de sécurisation des ressources en eau, d'assurer l'inspection technique et l'auscultation des barrages, d'installer des bornes topo pour l'auscultation des barrages et des échelles limnométriques pour le suivi du plan d'eau des barrages.

#### **- Action 1.2.1.3 : Protection des ressources en eau.**

Pour la mise en œuvre de cette action, les activités porteront sur la restauration des berges des cours et plans d'eau, la délimitation de la bande de servitude des cours et plans d'eau, la réalisation des études sur l'état des lieux de la qualité des ressources en eau dans le bassin de la Comoé, la cartographie des sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de l'eau, l'acquisition des équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau, la réalisation des campagnes d'échantillonnage sur le réseau qualité des eaux, le suivi des débits solides des cours d'eau et la mise en œuvre des technologies de protection des berges.

### **1.1.2.2. EA.1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

L'ambition est de porter le taux de couverture forestière de 22,72% en 2020 à 26,47% en 2028 et l'indice kilométrique d'abondance des espèces indicatrices dans les aires de protection faunique de 2,2 en 2015 à 2,5 en 2028.



Pour l'atteinte de ce résultat, trois (03) principales actions sont mises en œuvre : (i) amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques et (ii) promotion des variétés de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs et (iii) amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF.

- **Action 1.2.2.1 : Amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques**

Il s'agira pour cette action, de récupérer les terres dégradées dans les écosystèmes de réaliser des infrastructures de sécurisation des ressources forestières, appuyer les collectivités territoriales dans la création, le classement et l'aménagement des espaces de conservation, produire et mettre en terre des plants, assurer la sécurisation des sites de reboisement, réaliser des aménagements dans les aires de protection fauniques, assurer la surveillance et la sécurisation des ressources forestières, aménager les zones pastorales, mettre au point et vulgariser des techniques de multiplication végétative et d'accroissement du couvert végétal.

- **Action 1.2.2.2 : Promotion des variétés de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs**

Les activités à mener dans cette action porteront sur la production et la diffusion de semences forestières adaptées.

- **Action 1.2.2.3 : Amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF**

Il s'agira de réaliser et de réhabiliter des ouvrages de mobilisation des ressources en eau dans les aires de protection fauniques.

**1.1.3. Objectif stratégique.1.3 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques**

Cet objectif stratégique est mesuré par trois (03) effets attendus. Il s'agit de : (i) E.A.1.3.1. Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées, (ii) E.A.1.3.2. La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée et (iii) E.A.1.3.3. Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées.

### **1.1.3.1. EA.1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées**

Il s'agit de porter la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie de 31,39% en 2023 à 45% en 2028 et la quantité d'énergie économisée au niveau de la consommation de 56,94 GWhs en 2023 à 65 GWhs en 2028 et de contrôler annuellement l'ensemble des infrastructures d'hydrocarbures programmées sur la période 2024-2028.

Pour l'atteinte de ces résultats, quatre (04) principales actions sont mises en œuvre : (i) Accroissement de l'offre énergétique, (ii) Promotion des énergies renouvelables et (iii) Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques et (iv) promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique

#### **- Action 1.3.1.1 : Accroissement de l'offre énergétique**

Cette action sera mise en œuvre à travers la réalisation de travaux de réhabilitation et de renforcement des systèmes électriques.

#### **- Action 1.3.1.2 : Promotion des énergies renouvelables**

Il s'agira de construire des centrales solaires, d'installer des lampadaires solaires au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE) et fournir des foyers améliorés.

#### **- Action 1.3.1.3 : Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques.**

Pour la mise en œuvre de cette action, les activités porteront sur l'inspection et le contrôle des activités et infrastructures énergétiques, le suivi des projets d'énergie conventionnelle, le contrôle des activités des entreprises agréées pour les catégories réseaux et centrales électriques, réalisation des visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques et la réalisation de l'audit diagnostique du laboratoire de contrôle de la qualité des équipements afin d'assurer la mise en place de la norme 17025.

#### **- Action 1.3.1.4 : Promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique**

Il s'agira d'organiser des ateliers sur les opportunités d'investissements dans la réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations, de suivre la consommation énergétique dans l'administration publique et le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes, de surveiller le marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers et d'élaborer le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de l'administration publique et une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour soumission au Fond Vert Climat.

### **1.1.3.2. EA.1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée**

L'ambition est de porter la proportion de constructions publiques s'inspirant d'une identité culturelle burkinabè et optimisant la performance énergétique à 40% en 2028, la proportion des routes en bon état de 28,7% en 2023 à 65% en 2028 et la proportion de pistes rurales aménagées de 37,1% à 41,38%.

Pour l'atteinte de ce résultat, six (06) principales actions sont mises en œuvre : (i) Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales , (ii) Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain, (iii) Valorisation des espaces urbains et ruraux, (iv) Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière d'architecture et de construction, (v) Appui à la maîtrise d'ouvrage publique et (vi) Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes.

#### **- Action 1.3.2.1 : Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales**

Il s'agira pour cette action, de bitumer des routes résilientes aux changements climatiques, d'aménager des voiries urbaines résilientes aux changements climatiques et de nouvelles pistes rurales, de renforcer et réhabiliter des routes, d'assurer la gestion et l'entretien du réseau routier classé et des pistes rurales.

#### **- Action 1.3.2.2 : Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain**

Les activités à mener dans cette action porteront sur la révision du schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO) horizon 2025, des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de cinq villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à fort défi sécuritaire selon une procédure d'urgence et l'élaboration des Plans d'occupation des sols (POS) des communes.

#### **- Action 1.3.2.3 : Valorisation des espaces urbains et ruraux**

Il s'agira de résorber les zones d'habitat spontanée dans les 13 capitales régionales et à Pouytenga et de réaliser des premiers lotissements des communes rurales.

#### **- Action 1.3.2.4 : Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière d'architecture et de construction**

Il s'agira de construire des logements sociaux et économiques et de contrôler le respect de la réglementation des chantiers en matière de construction dans les treize (13) régions.

- **Action 1.3.2.5 : Appui à la maîtrise d'ouvrage publique**

Il s'agira de suivre et de contrôler des travaux de construction au profit des maîtres d'ouvrages publics, de réaliser les études de faisabilité techniques pour la mise en place de l'observatoire national de la qualité des constructions et les expertises techniques pour l'ouverture des établissements scolaires, universitaires et sanitaires, d'opérationnaliser les Unités d'assistance à la maîtrise d'ouvrage publique (UAMOP) auprès des ministères et institutions, d'instruire les dossiers de demandes de permis de construire et de vulgariser le décret portant recours obligatoire du MUAFH dans les projets de construction.

- **Action 1.3.2.6 : Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes**

Pour la mise en œuvre de cette action, les principales activités porteront sur l'élaboration des Schémas directeurs de drainage des eaux pluviales (SDDEP) et l'achèvement des travaux de la tranche conditionnelle du Projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Ouagadougou (PRAVO).

**1.1.3.3. EA.1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées**

L'ambition est de porter le nombre de personnel qualifié par niveau de soin pour la prise en charge des maladies liées au changements climatiques de 25 en 2023 à 1000 en 2028 et la proportion des populations ayant adopté un mode de vie sain et des comportements favorables à la santé et aux changements climatiques de 24% en 2023 à 80% en 2028.

Pour l'atteinte de ce résultat, deux (02) principales actions sont mises en œuvre : (i) Développement d'infrastructures de santé adaptées aux effets des changements climatiques et (ii) Amélioration des services de santé.

- **Action 1.3.3.1 : Développement d'infrastructures de santé adaptées aux effets des changements climatiques**

Il s'agira pour cette action, définir les normes et spécifications techniques de construction des formations sanitaires adaptées aux risques d'inondation, élaborer des normes et standards en infrastructures des établissements de santé adaptés aux effets des changements, de construire et réhabiliter des établissements de santé et de mettre en place des plateformes de systèmes d'incinération.

- **Action 1.3.3.2 : Amélioration des services de santé**

Les activités à mener dans cette action porteront sur l'élaboration d'un plan de formation du personnel sur les maladies sensibles aux changements climatiques et d'un plan de communication pour le changement social et comportemental sur les effets des CC, l'intégration des changements climatiques dans les curricula de formation des écoles professionnelles de la santé et le renforcement des capacités techniques des acteurs.

**1.2. AXE 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Cet axe a pour objectif de développer et de rendre accessible les connaissances, techniques et technologies en matière de résilience climatique. Il comprend deux (02) objectifs stratégiques : (i) OS 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques et (ii) OS 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques.

**1.2.1. Objectif stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques**

Deux (02) effets attendus concourent à l'atteinte de cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.2.1.1. La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée et (ii) E.A.2.1.2. La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée

**1.2.1.1. EA.2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée**

Il s'agit de mettre au point 50 technologies/méthodes/ innovations dans le domaine des sciences environnementales et agricoles entre 2024 et 2028.

Les principales actions à mettre en œuvre portent sur : (i) le Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique et (ii) le renforcement des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique.

- **Action 2.1.1.1 : Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique**

La mise en œuvre de cette action portera principalement sur la mise au point de techniques et technologies de gestion durable des ressources naturelles, d'amélioration

des rendements agricoles, de banque fourragères ligneuses herbacées, l'élaboration d'un recueil des technologies d'adaptation innovantes pertinentes de validation du code pétrolier et la réalisation des études d'amélioration des connaissances du potentiel en hydrocarbures des bassins sédimentaires.

- **Action 2.1.1.2 : renforcement des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique**

Les activités à mener dans cette action sont essentiellement basées sur réalisation des inventaires des arbres de villes des inventaires forestiers dans les espaces de conservation, le renforcement des capacités matérielles des acteurs, la production de documents d'information climatique et météorologique, l'élaboration des documents de synthèse des ressources en eau, la réalisation de la cartographie des sites de reboisement, la production de base de données à travers Google Earth des sites de reboisement, la réalisation des études sur la connaissance et suivi des ressources en eau, la vulgarisation des résultats de recherche en lien avec la foresterie, le renforcement des capacités techniques des acteurs et l'organisation des échanges en lien avec la gestion durable au programme dans les lycées et écoles supérieures.

**1.2.1.2. EA.2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée**

Il s'agit de mettre au point 10 technologies/méthodes et innovations dans le domaine des sciences de la santé et 40 technologies/procédés/ méthodes et innovations mis au point dans le domaine des sciences appliquées entre 2024 et 2028.

Les principales actions qui sont mises en œuvre concernent : (i) Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilient aux changements climatiques, (ii) Développement des technologies dans le domaine des énergies adaptées aux changements climatiques et (iii) Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation aux changements climatiques.

- **Action 2.1.2.1 : Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilient aux changements climatiques**

Les activités de cette action porteront sur l'élaboration d'un référentiel conceptuel des bâtiments administratifs et la réalisation d'une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction.

- **Action 2.1.2.2 : Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation aux changements climatiques**

La mise en œuvre de cette action concernera la définition des priorités en recherche sur la santé et les changements climatiques et la réalisation des études sur la santé et les changements climatiques.

**1.2.2. Objectif stratégique 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques**

Deux (02) effets attendus concourent à l'atteinte de cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.2.2.1. La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues et (ii) E.A.2.2.2. La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée.

**1.2.2.1. EA.2.2.1 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues**

Il s'agit de mettre en incubation 50 technologies, innovations et inventions incubées et de vulgariser 50 nouveaux résultats de recherche et d'innovation sur la période 2024-2028.

Les principales actions à mettre en œuvre portent sur : (i) Disponibilité des résultats de la recherche au profit des acteurs et (ii) Renforcement des capacités techniques des acteurs.

- **Action 2.2.1.1 : Disponibilité des résultats de la recherche au profit des acteurs**

Pour cette action, l'organisation des journées scientifiques, l'élaboration/actualisation d'un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, la réalisation d'une étude sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, l'installation des kits solaires au profit des Personnes déplacées internes et des acteurs, la mise à la disposition des acteurs les technologies innovantes et la construction de quinze (15) systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire dans 15 localités au titre du Plan d'urgence (composante 3).

- **Action 2.2.1.2 : Renforcement des capacités techniques des acteurs**

Les activités à mener porteront sur des formations et sensibilisation des acteurs sur des thématiques diverses.

### **1.2.2.2. EA.2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée**

Il s'agit d'actualiser annuellement la base de données sur les résultats de la recherche, les inventions et innovations.

Les principales actions qui sont mises en œuvre concernent : (i) renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et hydrologique et (ii) renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat

#### **- Action 2.2.2.1 : Renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et hydrologique**

Les activités de cette action porteront sur l'actualisation de la base de données sur les RII et l'élaboration d'un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés et d'un répertoire des acteurs

#### **- Action 2.2.2.2 : renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat**

Les activités de cette action porteront sur l'actualisation de la base de données sur les RII et l'élaboration d'un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés et d'un répertoire des acteurs.

### **1.3. AXE 3 : GOUVERNANCE DE L'ADAPATATION AUX CHANGEMENT CLIMATIQUES**

Cet axe stratégique vise à améliorer l'efficacité et l'efficience dans la préservation de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. Les objectifs stratégiques de cet axe sont : (i) OS 3.1 : renforcer le cadre politique, juridique et organisationnel en matière de résilience climatique, (ii) OS 3.2 : assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA et OS 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions.

#### **1.3.1. Objectif stratégique 3.1 : Améliorer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique**

L'atteinte de cet objectif est appréciée à travers deux (02) effets attendus : (i) E.A.3.1.1: Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé et (ii) E.A.3.1.2. Le cadre organisationnel en matière de résilience climatique est renforcé



### **1.3.1.1. EA.3.1.1 : Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé**

Il s'agit de porter la proportion des PLD ayant intégré l'E/DD/CC de 43,08% en 2023 à 60% en 2028 et la proportion des textes juridiques élaborés à 100% en 2028.

L'atteinte de ce résultat passe par : (i) Renforcement du cadre juridique et (ii) Renforcement du cadre politique.

#### **- Action 3.1.1.1: Renforcement du cadre juridique**

La réalisation de cette action se fera à travers l'élaboration de la loi sur les changements climatiques, des décrets sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris au Burkina Faso et sur les zones inondables et submersibles de la ville de Ouagadougou, l'élaboration de l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso et la vulgarisation des textes juridiques

#### **- Action 3.1.1.2 : Renforcement du cadre politique**

Il s'agira de : (i) réviser les référentiels pour prendre en compte les thématiques E/DD, (ii) organiser des ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement et (iii) réviser les documents stratégiques (PS-ASP et PNIASP) pour prendre en compte les thématiques E/DD.

### **1.3.1.2. EA.3.1.2 : Le cadre organisationnel en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est renforcé**

Il s'agit de porter la proportion des organes de pilotage et de coordination fonctionnels de 75% en 2023 à 100% en 2028 et la proportion des organes de concertation fonctionnels de 66,67% en 2023 à 100% en 2028.

A cette fin, deux (02) principales actions sont mises en œuvre : (i) renforcement du pilotage et de la coordination des interventions et (ii) renforcement de la concertation entre les acteurs.

#### **- Action 3.1.2.1 : Renforcement du pilotage et de la coordination des interventions**

Il s'agira de mettre en place le comité de pilotage du PNA et de tenir les sessions des comités d'orientations et de coordination.

#### **- Action 3.1.2.2 : Renforcement de la concertation entre les acteurs**

Il s'agira de tenir les sessions des cadres de concertation en matière de changement climatique.

### **1.3.2. Objectif stratégique 3.2 : assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA**

Deux (02) effets attendus soutiennent cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.3.2.1. La mobilisation des ressources financières est accrue et (ii) E.3.2.2. La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée.

#### **1.3.2.1. EA.3.2.1 : La mobilisation des ressources financières est accrue**

Il s'agit de porter le taux de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA à 100% en 2028.

Pour l'atteinte de cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières et (ii) Développement des outils de mobilisation des ressources financières.

##### **- Action 3.2.1.1 : Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières**

Cette action sera consacrée au renforcement des capacités techniques des acteurs sur les financements climatiques, au renforcement de la concertation avec les acteurs intervenant dans la finance carbone, organiser des rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone et accompagner les promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaires et Financer les projets, les microprojets et sous-projets dans le domaine de l'élevage.

##### **- Action 3.2.1.2 : Développement des outils de mobilisation des ressources financières**

Il s'agira dans cette action d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA et des notes conceptuelles de projets et programmes PNA et faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières.

#### **1.3.2.2. EA.3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée**

Il s'agit de porter la proportion des documents de programmation élaborés et celle des documents de suivi-évaluation élaborés à 100% chaque année à l'horizon 2028.

Les actions suivantes sont identifiées pour l'atteinte de cet effet : (i) programmation des interventions et (ii) suivi-évaluation et capitalisation des interventions.

##### **- Action 3.2.2.1 : Programmation des interventions**

Il s'agira d'actualiser le PAO du PNA ainsi que le PTBA.

- **Action 3.2.2.2 : suivi-évaluation et capitalisation des interventions**

Il s'agira d'élaborer les rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du PNA le manuel de suivi-évaluation du PNA, d'organiser des sessions de formation au profit des acteurs en suivi-évaluation et des enquêtes périodiques pour le renseignement des indicateurs.

**1.3.3. Objectif stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions**

Deux (02) effets attendus soutiennent cet objectif. Il s'agit de : (i) E.A.3.3.1. La planification des interventions en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est assurée et (ii) E.A.3.3.2. La visibilité des interventions est améliorée.

**1.3.3.1. EA.3.3.1 : La disponibilité et l'accès de l'information climatique fiable est améliorée**

Il s'agit de faire progresser le taux de couverture des infrastructures météorologiques modernisées de 70% en 2022 à 100% en 2028, la proportion des bulletins météorologiques et climatiques diffusés quotidiennement de 50% en 2023 à 100% en 2028 et de maintenir la proportion des messages d'alerte publiés quotidiennement à 100% sur la période 2024-2028.

Deux principales actions sont mises en œuvre : (i) Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques et (ii) développement des systèmes d'alerte précoce.

- **Action 3.3.1.1 : Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques**

Il s'agit d'élaborer des bulletins agro météorologiques et climatiques et des messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes, d'organiser des ateliers sectoriels sur les prévisions saisonnières, de mettre à jour les métadonnées des stations du réseau météorologique nationale, d'équiper les postes de travail du CNVAM, de doter les communes de stations météorologiques, d'acquérir des équipements pour le renforcement du réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM, d'assurer la fonctionnalité des stations du réseau météorologique et de mettre à niveau les capteurs pluviométriques du réseau météorologique nationale.

- **Action 3.3.1.2 : Développement des systèmes d'alerte précoce**

Pour la mise en œuvre de cette action, il s'agit de renforcer les capacités matérielles des acteurs, de mettre en place des SAP relais communautaires, de concevoir des systèmes d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations, de

renforcer la surveillance des maladies climato-sensibles et de renforcer les capacités techniques des acteurs.

#### **1.3.3.2. EA.3.3.2 : La visibilité des interventions est améliorée**

Il s'agit de porter le taux annuel de mise en œuvre du plan de communication à au moins 80% sur la période 2024-2028.

Pour l'atteinte de cet effet, les actions suivantes sont mises en œuvre : (i) Renforcement des outils et instruments de communication et d'information et (ii) Renforcement du dispositif de communication.

##### **- Action 3.3.2.1 : Renforcement des outils et instruments de communication et d'information**

Il s'agira d'élaborer une stratégie de communication PNA, de réaliser et diffuser des films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du PNA et de doter les structures de mise en œuvre du PNA en équipements de communication.

##### **- Action 3.3.2.2 : Renforcement du dispositif de communication**

Il s'agira de mettre en place et former un pool de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques et d'organiser des déjeuners de travail avec les organes de presse.

### **III. DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI EVALUATION**

Cette partie traite respectivement (i) du dispositif de mise en œuvre, (ii) du dispositif de suivi-évaluation et (iii) du mécanisme de financement.

#### **3.1. Dispositif de mise en œuvre**

Le dispositif de mise en œuvre du PNA comprend (i) les instruments de mise en œuvre ; (ii) les acteurs et leurs rôles et (iii) le cadre organisationnel.

##### **3.1.1. Instruments de mise en œuvre**

Les instruments d'opérationnalisation du plan d'actions comprennent le plan de travail et de budget annuel (PTBA), et les projets et programmes de développement.

Au niveau local, la mise en œuvre du plan d'actions se fera à travers les plans annuels d'investissement communaux et les plans annuels d'investissement régionaux.

##### **3.1.2. Acteurs de mise en œuvre**

###### **3.1.2.1. Acteurs et rôles**

La mise en œuvre du plan d'actions est assurée par des acteurs suivants :

- **l'Etat** : il s'entend par l'administration centrale et déconcentrée. Dans le cadre de la mise en œuvre du PNA, l'Etat et ses démembrements donnent des orientations, assurent la mise en œuvre et le suivi-évaluation des interventions.

A ce titre, ils assurent (i) la coordination des interventions, (ii) la mobilisation des ressources financières, (iii) l'appui technique, matériel, infrastructurel et humain aux acteurs, (iv) le renforcement du cadre juridique, organisationnel et politique, (v) l'information, l'éducation et la communication et (vi) la recherche-action en matière de résilience aux changements climatiques ;

- **les Collectivités territoriales** : Elles participent à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du plan par l'exécution et le suivi-évaluation des activités programmées dans les plans régionaux d'adaptation aux changements climatiques conformément aux compétences transférées par l'Etat. Ainsi, elles contribuent à l'amélioration de la résilience des populations et des systèmes naturels au niveau local à travers principalement la coordination des interventions au niveau local, la mobilisation des ressources, la réalisation d'investissements et la promotion des pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience aux changements climatiques ;
- **le secteur privé** : il contribue à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du PNA. Ainsi, Il participe principalement au développement de techniques et technologies adaptées de résilience climatique, à la mobilisation des ressources financières, au suivi-évaluation des interventions et assure la réalisation des travaux et de prestations de services ;
- **les Organisations non gouvernementales**, associations de développement et fondations (ONG/ADF) : elles participent à la mobilisation des ressources financières, à l'animation des cadres de concertation et à la promotion des bonnes pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience climatique. Aussi, elles assurent la veille citoyenne, la mobilisation sociale, l'information, la sensibilisation et la formation des populations en matière de résilience climatique. Elles participent à différents niveaux (national et local) à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets et programmes de résilience climatique. Elles participent également à l'animation des cadres de dialogue et à la mobilisation des ressources financières ;
- **les Organisations professionnelles** : elles contribuent à l'organisation, à la formation et à l'information des acteurs. Elles participent aussi à la promotion et à l'adoption des pratiques, techniques et technologies adaptées de résilience climatique. Aussi, elles réalisent des investissements en faveur de la résilience climatique ;
- **les Partenaires techniques et financiers** : Ils contribuent principalement à la mobilisation des ressources financières, à la mise à disposition d'assistance technique et au suivi-évaluation des interventions en matière de résilience climatique.

## 1.1.Cadre organisationnel

Le pilotage du PNA est assuré par différents organes. Les sessions de ces organes tiennent lieu d'instances d'orientation et de suivi évaluation.

Au niveau Central, ce sont :

- **Le comité technique national de pilotage :**

Il est l'organe de coordination et d'orientation de la mise en œuvre du PNA au niveau national. Il est chargé d'examiner et de valider les rapports de programmation et de suivi de la mise en œuvre des interventions des acteurs. Un texte juridique précisera sa composition et son fonctionnement.

- **Le comité national de rapportage**

Il est le bras technique de la coordination nationale. Il est chargé entre autres de : (i) valider les rapports techniques sectoriels en matière de résilience climatique, de produire les rapports de suivi de la mise en œuvre du PNA à soumettre à la coordination nationale et de formuler des recommandations à la coordination nationale pour une mise en œuvre efficace du PNA. Il est composé des représentants des comités sectoriels Agriculture, Foresterie et Autres Utilisations des Terres (AFAT), Energie, Déchets et Procédés Industriels et Utilisation des Produits (PIUP), du ministère en charge de l'environnement, des finances, de la recherche, de l'agriculture, du genre, des mines et de la transition digitale. Il se réunit chaque fois que de besoin dans l'année.

- **Les comités techniques sectoriels**

Ils sont au nombre de quatre : le comité technique sectoriel Energie, le comité technique sectoriel PIUP, le comité technique sectoriel AFAT et le comité technique sectoriel Déchets. Ils ont pour rôles entre autres la production des données du secteur et l'élaboration des rapports techniques sectoriels de mise en œuvre du PNA. Ils sont principalement constitués des représentants des ministères en charge de ces domaines. Ils se réunissent chaque fois que de besoin dans l'année.

Au niveau déconcentré ce sont :

- **Le Cadre Régional de Dialogue :**

A l'échelle régional, le Cadre Régional de Dialogue (CRD) jouera le rôle de Comité de pilotage. Présidé par le Gouverneur de région et sous la vice-présidence du Président du Conseil régional et le cas échéant, le Président de la délégation spéciale régionale, le CRD servira de Comité régional de pilotage du Plan régional de développement (PRD) révisé intégrant l'adaptation et/ou du Plan régional d'adaptation.

En rappel, le suivi et l'évaluation du Plan National de Développement est assuré à l'échelle régionale par le CRD à travers le Plan d'action régional et les Plans locaux de développement (PLD).

Comme le précise le Décret n° 2022-0437/PRES-TRANS/PM/MEFP portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif de suivi et évaluation de la politique nationale de développement, le CRD a pour attributions :

- de coordonner le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de développement dans la région concernée à travers le Plan d'action régional et les Plans locaux de développement (PLD) ;
- d'apprécier la mise en œuvre du Plan d'action régional et des Plans locaux de développement à l'aide des outils de suivi et d'évaluation élaborés à cet effet ;
- de donner des directives aux acteurs régionaux pour la conduite des actions qui leur incombent et la détermination des produits nécessaires à l'appréciation des impacts ;
- d'assurer le dialogue sur le plan d'action régional et les Plans locaux de développement.

Le CRD qui est par définition le Cadre de Concertation Régional (CCR) élargi aux communes est composé des représentants des structures déconcentrés, des collectivités territoriales, du secteur privé, de la société civile, des programmes, projets, organisations non gouvernementales et associations de développement, ainsi que de toutes personnes physiques ou morales désignées par le Président du CRD au regard de son expertise, en tant qu'observateur.

Le CRD s'organise en commissions thématiques. Il est animé par un Secrétariat technique assuré par la Direction régionale de l'économie et de la planification (DREP), en collaboration avec les autres structures déconcentrées de l'administration publique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNA, la jonction entre le dispositif de suivi et évaluation du niveau central animé par le SP/CNDD et celui du niveau régional devra être assurée conjointement par les Directions régionales en charge de l'Economie (DREP) et de l'Environnement en vue de faciliter le partage des conclusions et/ou recommandations issues des travaux tant au niveau central qu'au niveau régional.

La composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du CRD sont précisés par arrêté du Gouverneur de Région.

## 3.2. DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION

Cette partie traite des instances de suivi-évaluation, des outils de suivi-évaluation et du mécanisme de suivi-évaluation.

### 3.2.1. Instance de suivi évaluation

Le dispositif de suivi-évaluation s'appuie sur les organes de pilotage ci-dessus présentés. En effet, les sessions de ces organes tiennent lieu d'instances de contrôle, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PNA.

### 3.2.2. Mécanisme de suivi-évaluation

Le mécanisme de suivi-évaluation du plan d'actions s'appuie sur le dispositif national MRV adopté en 2024. Il comporte deux (02) niveaux : (i) le niveau sectoriel sous la coordination des comités sectoriels ; (ii) le niveau national sous le leadership du comité national de rapportage. Le dispositif de collecte de données s'appuie sur des points focaux nommés dans les différentes structures de mise en œuvre du PNA.

**Au niveau régional**, chaque direction régionale des différents ministères intervenant dans la mise en œuvre du PNA collecte les données sur la mise en œuvre des actions du PNA auprès des acteurs non étatiques (ANE) et des collectivités territoriales. Les données collectées sont compilées et soumises pour examen et validation lors des sessions du CRD. Les données validées par les organes régionaux sont transmises aux différents programmes budgétaires.

**Au niveau ministériel**, les données collectées et validées au niveau régional sont transmises aux responsables de programme. Ces données sont complétées par celles issues des comités de pilotage des projets et programmes et d'autres structures partenaires contribuant à l'atteinte des objectifs du programme budgétaire en vue de l'élaboration de ses rapports consolidés. Ces rapports sont examinés et validés lors des sessions des Cadres de dialogue de gestion (CDG). Les données validées par les CDG sont transmises à chaque DGESS pour consolidation en préparation à l'élaboration des rapports périodiques de suivi qui seront examinées et validées lors des sessions des CASEM.

**Au niveau sectoriel**, chaque point focal, sur la base du canevas de collecte de données disponible sur la plateforme MRV collecte les informations demandées en s'appuyant sur les rapports validés par les instances des organes de pilotages ministériels et sectoriels. Le canevas renseigné est déposé sur la plateforme MRV. Le coordonnateur national assure la compilation des informations sectoriels renseignées par les différents points focaux ainsi que leur transmission au comité sectoriel. Ce dernier examine, valide et produit des rapports sectoriels de mise en œuvre du PNA. Les informations et rapport sectoriel validés sont transmis à la coordination nationale.

**Au niveau national**, la coordination nationale transmet au comité national de rapportage l'ensemble des informations et rapports sectoriels validés qui élabore les



rapports périodiques de mise en œuvre du PNA. Ces rapports sont transmis à la coordination nationale pour examen et validation. Les rapports périodiques validés après leur analyse qualité sont transmis au secrétariat de la convention.

### 3.2.3. Outils de suivi évaluation

Le suivi et l'évaluation du plan d'actions se fera entre autres à travers : (i) le canevas de rapportage des activités, (ii) le cadre logique, (iii) la matrice de suivi des indicateurs et (v) le cadre de mesure de performance. Ainsi ces différents outils se spécifient par structure de mise en œuvre du PNA et déposés sur la plateforme MRV, principal outil de valorisation des données sur la mise en œuvre des actions climatiques.

L'ensemble des outils de suivi-évaluation élaborés pourra se baser sur les systèmes de suivi-évaluation existants au niveau national.

Le référentiel national de pondération des activités et des tâches, utilisé dans le cadre du suivi de la politique nationale du développement, pourra servir de document de référence pour le renseignement des taux d'exécution des activités programmées.

## 3.3. FINANCEMENT DU PNA

### 3.3.1. Coût du plan d'actions

Le coût total du plan d'actions 2024-2026 est de **1 761,929,745 milliards de FCFA**. Le financement acquis est de **1 281,745 milliards**, soit **72,75 %** du coût total du plan d'actions.

Le financement à rechercher s'élève à **480,183 milliards de FCFA**, soit **27,25%** du coût total du plan d'actions.

Le tableau ci-après fait ressortir la synthèse des financements par axe sur la période 2024-2026.

**Tableau 1:** Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA:

Répartition du coût du plan d'actions par axe en milliers de FCFA

Axes	Coûts				Financement acquis	Financement à rechercher
	2024	2025	2026	Total	2024-2026	2024-2026
<b>Axe 1</b>	680 939 658	619 315 194	437 931 271	1 738 186 123	1 277 896 372	460 289 751
<b>Axe 2</b>	3 458 741	4 543 383	5 641 025	13 643 149	3 662 571	9 980 578
<b>Axe 3</b>	6 338 388	3 481 700	279 900	10 099 988	186 900	9 913 088
<b>Total</b>	<b>690 736 787</b>	<b>627 340 277</b>	<b>443 852 196</b>	<b>1 761 929 260</b>	<b>1 281 745 843</b>	<b>480 183 417</b>

Source : SP/CNDD

### **3.3.2. Stratégie de financement**

Le financement du plan d'actions 2024-2026 constitue un véritable enjeu pour le Burkina Faso. La mobilisation des ressources se fera par financement directs et indirects. Le financement direct de la mise en œuvre du PNA se fera grâce au concours des groupes d'acteurs suivants : l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. La contribution de chaque groupe d'acteurs se fera sous la forme qui lui est appropriée et dans le respect de la réglementation en vigueur. Pour le financement indirect, elle se fera sur la base d'une valorisation des efforts de réductions de carbone sur le marché carbone.

#### **3.3.2.1. Financements directs**

Ces sources concernent : l'État, les collectivités territoriales, les ONG, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

##### **- L'Etat**

Il contribuera au financement du plan d'actions à travers les allocations budgétaires. Il interviendra dans le financement direct des investissements en matière de résilience climatique, la prise en charge des contre parties nationales prévues dans les projets/programmes de mise en œuvre du PNA et des dépenses régulières des ministères et institutions étatiques impliqués dans la mise en œuvre du PNA. La mobilisation des ressources financières se fera également à travers les fonds spécifiques intervenant dans le domaine des changements climatiques.

##### **- Les collectivités territoriales**

Les interventions des collectivités territoriales se feront à travers le financement de la mise en œuvre des plans régionaux d'adaptation aux changements climatiques. La coopération décentralisée pourra jouer un rôle important dans le financement de ces plans locaux d'adaptation aux changements climatiques.

##### **- Le secteur privé et les ONG**

La contribution de ces partenaires sera indispensable pour la mise en œuvre du plan d'actions. Leurs interventions se feront sous forme d'appuis budgétaires, de paniers communs et de financements des projets et programmes en matière d'adaptation aux changements climatiques.

##### **- Les Partenaires Techniques et Financiers**

Ils jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du plan d'actions. Ainsi selon la sensibilité de chaque partenaire, un plaidoyer sera fait pour la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers traditionnels du Gouvernement pour soutenir la mise en œuvre du plan d'actions. En plus de ces partenaires traditionnels, le pays s'évertuera aussi à mobiliser des financements climatiques auprès des institutions

multilatérales telles que le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et les Fonds d'Investissement Climatique (FIC). Dans cette optique il s'agira de renforcer les capacités opérationnelles de l'autorité nationale désignée.

### 3.3.2.2. Financement indirect

Certains projets et programmes ne portent pas directement sur l'adaptation mais concourent indirectement à la mise en œuvre du plan d'actions. Il s'agit notamment des projets et programmes d'atténuation qui ont des Co bénéfices adaptation. En outre, pour la mise en œuvre du PNA, les sources de financement indirects portant sur la valorisation des efforts de réduction des émissions seront utilisées. Il s'agira notamment du fonds carbone, de l'initiative pour les paysages forestiers durables, de la coalition LEAF.

La contribution des différents acteurs au financement de la mise en œuvre du plan d'actions est synthétisée dans le tableau ci-après.

**Tableau 2:** Contributions par type d'acteurs (en millions de FCFA)

Acteurs	Montant	Proportion (en %)
Etat	594 682 351	44,35
Collectivités Territoriales	97 976 122	5,56
PTF	840 086 870	47,68
ONG/OSC	419 722	0,02
Privé	41 955 750	2,38
<b>Total</b>	<b>1 761 929 260</b>	<b>100,00</b>

Source : SP/CNDD

## IV. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES

La mise en œuvre du plan d'actions du PNA pour la période 2024-2026 pourrait être confrontée à un certain nombre de risques. Sur la base de sa portée et de son caractère transversal, les risques majeurs suivants ont été identifiés :

### - Instabilité sociopolitique et institutionnelle

L'instabilité sociopolitique et institutionnelle caractérisée par la récurrence des mouvements sociaux, les fusions et les scissions des départements ministériels et des structures rattachées pourraient entraver la mise en œuvre du PNA. Cette situation qui engendre fréquemment des réformes organisationnelles et la mobilité du personnel n'est pas de nature à garantir la stabilité, le suivi normal et la bonne mise en œuvre du PNA. Il convient donc de promouvoir la bonne gouvernance, d'opérationnaliser les organes de pilotage et de suivi afin de garantir la pleine participation des parties prenantes et la continuité de l'administration.

**- Aggravation de l'insécurité**

Le Burkina Faso est exposé depuis 2015 à des attaques terroristes répétitives qui ont pour cible les symboles de l'Etat, les personnes et les biens. La récurrence des actes terroristes impact négativement les interventions en matière d'adaptation aux changements climatiques. L'aggravation de la crise pourrait compromettre davantage la mise en œuvre du PNA. Il est donc judicieux de mettre en place un dispositif de sécurisation du personnel et des interventions d'adaptation aux changements climatiques.

**- Sous-financement**

Le financement du PNA dépend en grande partie des ressources extérieures. Des risques liés à la conjoncture internationale, notamment des crises économiques et financières pourraient affecter les capacités de financement des actions d'adaptation. Pour atténuer ce risque, il convient de diversifier les sources de financement du PNA, d'impliquer tous les acteurs dans la mobilisation des ressources et d'exploiter les mécanismes et instruments de financement dans le domaine climatique.

**- Faible adhésion des acteurs**

La réussite de la mise en œuvre du PNA requiert l'engagement de l'ensemble des parties prenantes. De ce fait, une faible adhésion des acteurs pourra compromettre sa mise en œuvre réussie.

Il s'avère donc nécessaire d'assurer son appropriation par l'ensemble des acteurs à travers la mise en œuvre des actions de communication, de renforcer le dialogue avec les Partenaires techniques et financiers (PTF) pour une diversification des sources de financement mais aussi de faire un plaidoyer auprès de l'Etat pour une dotation budgétaire spécifique aux interventions d'adaptation.

**Tableau 3:** Analyse des risques

N°	Enoncé du risque	Occurrence	Incidence	Criticité
		1. Faible 2. Moyenne 3. Elevée	1. Faible 2. Moyenne 3. Elevée	1-2. Faible 3-4. Moyenne 6-9. Elevée
1	Aggravation de l'insécurité	3	3	9
2	Sous-financement	2	3	6

<b>3</b>	<b>Instabilité sociopolitique et institutionnelle</b>	2	2	4
<b>4</b>	<b>Faible adhésion des acteurs</b>	2	2	4

Source : SP/CNDD

## ANNEXES

### Annexe 1: Cadre de mesure de performance

Plan National d'Adaptation aux changements climatiques									
Objectif Global : Renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés.									
Impact escompté 1 : - La capacité d'adaptation des communautés, des secteurs et domaines prioritaires est améliorée									
Code	Indicateurs d'impact	Source de vérification	Responsables	Partenaires	Valeurs de référence	Années de référence	Cibles		Cibles atteintes (1=Oui, 0=Non)
							2026	2028	
Ind.1.1	Indice mondial d'adaptation au changement climatique	Site de l'Université Notre Dame	MEEA	MARAH	37,2	2021	38,35	38,85	
Impact escompté 2 : La pauvreté en milieu rurale est réduite									
Ind.2.1	Incidence de la pauvreté en milieu rural (%)	Rapport EHCVM	MEFP	MARAH, MEFP, MEEA	52,7	2021	<50	<49	
Impacte 3 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est améliorée									
Ind. 3.1	Taux de couverture des besoins céréaliers (%)	Rapports de performance MARAH	MARAH	MEFP, MEEA	101	2022	120	140	
Axe 1 : ADAPTATION DES SECTEURS PRIORITAIRES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES									
Objectif Stratégique 1.1 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux changements climatiques									
Effet Attendu 1.1.1 : La résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée									
Ind.1.1.1.1	Taux d'atteinte des rendements potentiels des cultures céréalières (%)	Rapports de performance MARAH	MARAH	MEFP, MEEA	40,4	2022	50	60	
Effet Attendu 1.1.2 : La vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite									

Ind.1.1.2.1	Taux de croissance des effectifs (%)	Rapports d'enquête MARAH	MARAH	MEFP, MEEA, Privé	Bovins : 2 Petits ruminants : 3 Volaille : 3	2020	Bovins : 2,5 Petits ruminants : 3,5 Volaille : 3,5	Bovins : 2,5 Petits ruminants : 3,5 Volaille : 3,5	
<b>Objectif Stratégique 1.2 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC</b>									
<b>Effet Attendu 1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée</b>									
Ind.1.2.1.1	Capacité de stockage en eau de surface (milliards de m3)	Rapports de performance MEEA	MEEA	CT	6,153	2023	6,3	6,4	
<b>Effet Attendu 1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées</b>									
Ind.1.2.2.1	Taux de couverture forestière (%)	Rapports d'étude FAO	MEEA	CT, FAO	22,72	2020	26,27	26,47	
Ind.1.2.2.2	Indice kilométrique d'abondance des espèces indicatrices dans les aires de protection faunique (%)	Rapport d'inventaire	MEEA	CT, Privé	2,2	2015	2,5	2,5	
<b>Objectif Stratégique 1.3 : Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux changements climatiques</b>									
<b>Effet Attendu 1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées</b>									
Ind.1.3.1.1	Part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie (%)	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	31,39	2023	35	45	
Ind.1.3.1.2	Quantité d'énergie économisée au niveau de la consommation (GWh)	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	56,94	2023	57	65	

Ind.1.3.1.3	Pourcentage d'infrastructures d'hydrocarbures programmées et contrôlées annuellement (%)	Rapports de performance MEMC	MEMC	MDICAPME, Privé	100	2023	100	100	
<b>Effet Attendu 1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée</b>									
Ind.1.3.2.1	Proportion de constructions publiques s'inspirant d'une identité culturelle burkinabè et optimisant la performance énergétique (%)	Rapports de performance MUAFH	MUAFH	Privé, MEEA	ND	2023	30	40	
Ind.1.3.2.2	Proportion des routes en bon état (%)	Rapport de performance MI	MI	MEEA, MEFP	28,27	2023	60	65	
Ind.1.3.2.3	Proportion de pistes rurales aménagées (%)	Rapport de performance MI	MI	MEEA, MEFP	37,1	2023	38,13	41,38	
<b>Effet Attendu 1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées</b>									
Ind.1.3.3.1	Nombre de personnel qualifié par niveau de soin pour la prise en charge des maladies liées aux changements climatiques	Rapport de performance MSHP	MSHP	MEEA	25	2023	500	1000	
Ind.1.3.3.1	Proportion des populations ayant adopté un mode de vie sain et des comportements favorables à la santé et aux changements climatiques (%)	Rapport de performance MSHP	MSHP	MEEA	24	2023	65	80	



<b>Axe 2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>									
<b>Objectif Stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en changements climatiques</b>									
<b>Effet Attendu 2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux changements climatiques est renforcée</b>									
Ind.2.1.1.1	Nombre cumulé de technologies/méthodes/innovations mis au point dans le domaine des sciences environnementales et agricoles (base 2021)	Rapports CSD RI	MERSI	MEEA, MARAH, Privé	12	2021	42	62	
<b>Effet Attendu 2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée</b>									
Ind.2.1.2.1	Nombre cumulé de technologies/méthodes et innovations dans mises au point dans le domaine des sciences de la santé (Base 2021)	Rapports CSD RI	MERSI	MSHP	4	2021	10	14	
Ind.2.1.2.2	Nombre cumulé de technologies/procédés/méthodes et innovations mis au point dans le domaine des sciences appliquées (Base 2021)	Rapports CSD RI	MERSI	MEMC, MUAFH	14	2021	36	54	
<b>Objectif Stratégique 2.2 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues</b>									
<b>Effet Attendu 2.2.1 : la superficie des terres dégradées récupérées dans les écosystèmes agro-sylvo-pastoraux est accrue</b>									
Ind.2.2.1.1	Nombre cumulé de technologies, innovations et inventions mises en incubation (base 2021)	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	15	2021	45	65	

Ind.2.2.1.2	Nombre cumulé de nouveaux résultats de recherche et d'innovation vulgarisés (base 2021)	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	25	2021	55	75	
<b>Effet Attendu 2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée</b>									
Ind.2.2.2.1	Taux d'actualisation de la base de données sur les résultats de la recherche (%)	Rapports CSD RI	MERSI	MARAH, MEEA, MSHP, MEMC, MUAFH	100	2023	100	100	
<b>Axe 3 : GOUVERNANCE DES INTERVENTIONS EN MATIERE DE RESILIENCE CLIMATIQUE</b>									
<b>Objectif Stratégique 3.1 : Améliorer le cadre juridique, politique et organisationnel en matière de résilience climatique</b>									
<b>Effet Attendu 3.1.1 : Le cadre politique et juridique en matière de résilience climatique est renforcé</b>									
Ind.3.1.1.1	Proportion de PLD ayant intégré l'E/DD/CC (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	MEFP, MATD	43,08	2023	80	100	
Ind.3.1.2	Proportion des textes juridiques élaborés/révisés en (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MUAFH	0	2023	60	100	
<b>Effet Attendu 3.1.2 : Le cadre organisationnel en matière d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles est renforcé</b>									
Ind.3.1.2.1	Proportion des organes de pilotage et de coordination fonctionnels (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MEFP, MEMC, MDICPME	75	2023	100	100	
Ind.5.21.2	Proportion des organes de concertation fonctionnels régulières (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	MARAH, MEFP, MEMC, MDICPME	66,67	2023	83,33	100	
<b>Objectif Stratégique 3.2 : Assurer la mobilisation des ressources et la planification de la mise en œuvre du PNA</b>									
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La mobilisation des ressources financières est accrue</b>									

Ind.3.2.1.1	Taux de mobilisation des ressources financières (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	50	100	
<b>Effet Attendu 3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée</b>									
Ind.3.2.2.1	Proportion des documents de programmation élaborés (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	100	100	
Ind.3.2.2.2	Proportion des documents de suivi-évaluation élaborés (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	100	100	
<b>Objectif Stratégique 3.3 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de l'information climatique et la visibilité des interventions</b>									
<b>Effet Attendu 3.3.1 : La disponibilité et l'accès de l'information climatique fiable est améliorée</b>									
Ind.3.3.1.1	Taux de couverture des infrastructures météorologiques modernisées (%)	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	70	2022	85	100	
Ind.3.3.1.2	Proportion des bulletins météorologiques et climatiques diffusés quotidiennement (%)	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	50	2023	100	100	
Ind.3.3.1.3	Proportion des messages d'alerte publiés quotidiennement (%)	Rapports de performance MTSRMU	MTSRMU	MEEA	100	2023	100	100	
<b>Effet Attendu 3.3.2 : La visibilité des interventions est améliorée</b>									
Ind.3.3.2.1	Taux annuel de mise en œuvre du plan de communication (%)	Rapports de performance MEEA	MEEA	Ministères partenaires	0	2023	80	100	

## Annexe 2: Cadre programmatique

Code	Activités	Produits/résultats attendus	Indicateurs	Sources de vérification	Structure responsable	Structures partenaires	Programmation physique			Programmation financière (Milliers)			Coût total (Milliers)	Financement (Milliers)		
							2024	2025	2026	2024	2025	2026		Etat	Partenaires	A réchercher
Objectif Global :	Renforcer la résilience des populations et des écosystèmes face aux changements climatiques pour une croissance inclusive et durable du Burkina Faso						690 736 786,6	340 277,1	443 852 196,2	627	761 929 259,8	599 711 972,8	682 033 870,0	480 183 417,1		
<b>AXE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES D'ADAPTATIONS DES SECTEURS PRIORITAIRES</b>							<b>680 939 657,7</b>	<b>619 315 193,7</b>	<b>437 931 271,2</b>	<b>1 738 186 122,6</b>	<b>596 989 501,8</b>	<b>680 906 870,0</b>	<b>460 289 750,9</b>			
Objectif Spécifiques 1.1 : OS 1.1. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs agro-pastoraux aux CC							329 302 157,6	295 446 462,7	221 645 530,2	846 394 150,6	84 302 918,1	432 218 878,0	329 872 354,5			
Effet Attendu 1.1.1 : la résilience des exploitations agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée							259 922 526,0	243 043 000,0	189 302 750,0	692 268 276,0	75 621 376,0	300 619 545,5	316 027 354,5			
Action 1.1.1.1 :	Accroissement de la production agricole sous maîtrise d'eau						174 256 046,0	406 600,0	131 912 750,0	149	455 575 396,0	33 431 581,4	232 177 214,6	189 966 600,0		
Activité 1.1.1.1.1	Réaliser/réhabiliter des périmètres aménagés	16247 ha de Périmètres aménagés réalisées/réhabilitées	Superficie nouvelle de périmètres aménagés réalisées/réhabilitées	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	6 162,0	5 085,0	5 000,0	73 944 000,0	61 020 000,0	60 000 000,0	194 964 000,0	14 778 651,0	102 326 349,0	77 859 000,0

Activité 1.1.1.1.2	Réaliser/Réhabiliter de bas-fonds	36847 ha de bas-fonds réalisées/réhabilitées	Superficie nouvelle de bas-fonds réalisées/réhabilitées	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	13 559,0	13 288,0	10 000,0	67 795 000,0	66 440 000,0	50 000 000,0	184 235 000,0	13 129 974,2	90 911 025,8	80 194 000,0
Activité 1.1.1.1.3	Réaliser des forages agricoles	377 forages réalisés	Nombre de forages réalisés	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	177,0	100,0	100,0	2 655 000,0	1 500 000,0	1 500 000,0	5 655 000,0	848 250,0	2 827 500,0	1 979 250,0
Activité 1.1.1.1.5	Réaliser des boulis agricoles	300 boulis réalisés	Nombre de boulis réalisés	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	107,0	100,0	100,0	3 745 000,0	3 500 000,0	3 500 000,0	10 745 000,0	-	3 745 000,0	7 000 000,0
Activité 1.1.1.1.6	Réaliser des modèles d'exploitation agricole résiliente et performante	754 modèles d'exploitation agricole résiliente et performante mis en place	Nombre de boulis réalisés	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	254,0	250,0	250,0	6 350 000,0	6 250 000,0	6 250 000,0	18 850 000,0	2 180 105,0	15 094 895,0	1 575 000,0
Activité 1.1.1.1.7	Mettre à la disposition des producteurs des équipements d'irrigation (motopompe, kits d'irrigation, tube PVC, etc.)	Nombre d'équipements d'irrigation mis à la disposition des producteurs	Nombre d'équipements d'irrigation mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, Secteur privé, PTF	29 198,0	15 800,0	15 750,0	19 767 046,0	10 696 600,0	10 662 750,0	41 126 396,0	2 494 601,2	17 272 444,8	21 359 350,0
<b>Action 1.1.1.2 :</b>	<b>Amélioration des rendements des productions agricoles</b>									<b>66 970 400,0</b>	<b>366 400,0</b>	<b>38 160 000,0</b>	<b>179 496 800,0</b>	<b>17 111 219,1</b>	<b>63 765 730,9</b>	<b>98 619 850,0</b>
Activité 1.1.1.2.1	Mettre à la disposition des producteurs des semences	39800 kg de semences améliorées mis à la disposition	Quantités de semences améliorées mis à la disposition	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé	14 800,0	15 000,0	10 000,0	19 240 000,0	19 500 000,0	13 000 000,0	51 740 000,0	3 097 673,7	13 988 226,3	34 654 100,0

	améliorées de qualités	des producteurs	des producteurs														
Activité 1.1.1.2.2	Mettre à la disposition des producteurs des engrais de qualités	166896 tonnes d'engrais de qualité mis à la disposition des producteurs	Quantités de semences améliorées mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARAH	MAR AH	MEEA, CT, Secteur privé	63 040,0	73 856,0	30 000,0	40 976 000,0	006 400,0	48 19 500 000,0	108 482 400,0	10 130 545,4	45 746 704,6	52 605 150,0	
Activité 1.1.1.2.3	Mettre à la disposition des producteurs des kits de compostage	1200 kits de compostage mis à la disposition des producteurs	Nombre de kits de compostage mis à la disposition des producteurs	Rapport bilan MARAH	MAR AH	MEEA, CT, Secteur privé	400,0	400,0	400,0	120 000,0	120 000,0	120 000,0	360 000,0			360 000,0	
Activité 1.1.1.2.4	Mettre à la disposition des producteurs des Fumure organiques	11802 tonnes de fumure organique distribuée à prix subventionné aux producteurs	Quantité de fumure organique distribuée à prix subventionné aux producteurs	Rapport bilan MARAH	MAR AH	MEEA, CT, Secteur privé	3 802,0	4 000,0	4 000,0	1 520 800,0	600 000,0	1 1 600 000,0	4 720 800,0			4 720 800,0	
Activité 1.1.1.2.5	Mettre en place des serres	60 serres mis en place	Nombre de serres mis en place	Rapport bilan MARAH	MAR AH	MEEA, CT, Secteur privé	20,0	20,0	20,0	40 000,0	40 000,0	40 000,0	120 000,0	-	40 800,0	79 200,0	

Activité 1.1.1.2.6	Mettre à la disposition des producteurs du matériels/équipements agricoles motorisés	1900 matériels/équipements agricoles motorisés disponibles (Tracteur, motoculteurs, etc.)	Nombre de matériels/équipements agricoles motorisés disponibles (Tracteur, motoculteurs, etc.)	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé	700,0	700,0	500,0	4 200 000,0	200 000,0	3 000 000,0	11 400 000,0	2 850 000,0	990 000,0	560 000,0
Activité 1.1.1.2.7	Former les producteurs sur les bonnes pratiques agricole	13368 personnes formées sur les bonnes pratiques	Nombre de producteurs formés sur les bonnes pratiques agricole	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé	4 368,0	4 500,0	4 500,0	873 600,0	900 000,0	900 000,0	2 673 600,0	1 033 000,0		1 640 600,0
<b>Action 1.1.1.3 :</b>	<b>Promouvoir les techniques de CES/DRS</b>									<b>4 018 280,0</b>	<b>355 000,0</b>	<b>4 355 000,0</b>	<b>12 728 280,0</b>	<b>1 230 775,5</b>	<b>536 600,0</b>	<b>960 904,5</b>
Activité 1.1.1.3.1	Former des producteurs sur l'agroécologie et l'agriculture biologiques	45 000 producteurs formés sur l'agroécologie/ agriculture biologique	Nombre de producteurs formés sur l'agroécologie /agriculture biologique	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0	45 000,0	45 000,0	135 000,0	-	-	135 000,0
Activité 1.1.1.3.2	Mettre en place des fermes agroécologiques	26 fermes agroécologiques mise en place		Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	6,0	10,0	10,0	150 000,0	250 000,0	250 000,0	650 000,0	-	250 000,0	400 000,0
Activité 1.1.1.3.3	Mettre à la disposition des producteurs des Kits de CES/DRS	2798 kits de CES/DRS mis à la disposition des producteurs	Nombre de kits de CES/DRS mis à la disposition	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	798,0	1 000,0	1 000,0	526 680,0	660 000,0	660 000,0	1 846 680,0	-	990 000,0	856 680,0

			des producteurs													
Activité 1.1.1.3.4	Aménagées des terres sous CES/DRS	50483 ha de terres aménagées sous CES/DRS	Superficie aménagée sous CES/DRS	Rapport bilan MARAH	MARAH	MEEA, CT, Secteur privé, PTF	16 483,0	17 000,0	17 000,0	3 296 600,0	3 400 000,0	3 400 000,0	10 096 600,0	1 230 775,5	296 600,0	569 224,5
<b>Action 1.1.1.4 :</b>	<b>Renforcement des stocks nationaux de sécuritaire alimentaire</b>									<b>13 817 800,0</b>	<b>870 000,0</b>	<b>13 870 000,0</b>	<b>41 557 800,0</b>	<b>21 757 800,0</b>	<b>-</b>	<b>19 800 000,0</b>
Activité 1.1.1.4.1	Mettre en place du stock d'intervention alimentaire (SI)	30000 tonnes de stock de d'intervention alimentaire mis en place	Niveau du stock de d'intervention	Rapport bilan MARAH	MARAH	MSAHRG F, MDICAP ME, MDAC, CT, secteur privé	10 000,0	10 000,0	10 000,0	4 000 000,0	4 000 000,0	4 000 000,0	12 000 000,0	9 000 000,0	-	3 000 000,0
Activité 1.1.1.4.2	Mettre en place du stock de sécurité nationale (SNS)	72000 tonnes de stock de sécurité nationale mis en place	Niveau du stock de sécurité nationale	Rapport bilan MARAH	MARAH	MSAHRG F, MDICAP ME, MDAC, CT, secteur privé	24 000,0	24 000,0	24 000,0	9 600 000,0	9 600 000,0	9 600 000,0	28 800 000,0	12 000 000,0	-	16 800 000,0
Activité 1.1.1.4.3	Ouvrir des boutiques témoins dans les communes vulnérables	842 boutiques témoins ouvertes dans les communes vulnérables	Nombre de boutiques témoins ouvertes dans les communes vulnérables	Rapport bilan MARAH	MARAH	MSAHRG F, MDICAP ME, MDAC, CT, secteur privé	242,0	300,0	300,0	217 800,0	270 000,0	270 000,0	757 800,0	757 800,0	-	-



Action 1.1.1.5 :		Amélioration de l'accès des acteurs des filières APH aux financements agricoles et instruments de gestion des risques agricoles								860 000,0	045 000,0	1 005 000,0	2 910 000,0	2 090 000,0	140 000,0	680 000,0
Activité 1.1.1.5.1	Subventionner les polices d'assurance agricoles	140000 ha sous assurance agricoles subventionnées	Superficies totales sous assurance agricoles	Rapport bilan MARAH	MAR AH	Secteur privé, PTF, MAFF	40 000,0	50 000,0	50 000,0	300 000,0	400 000,0	400 000,0	1 100 000,0	900 000,0	-	200 000,0
Activité 1.1.1.5.2	Mettre en place de nouveaux produits d'assurance agricole	3 nouveaux produits couverte par des produits d'assurance	Nombre de produits couverte par des produits d'assurance	Rapport bilan MARAH	MAR AH	Secteur privé, PTF, MAFF	1,0	1,0	1,0	70 000,0	70 000,0	70 000,0	210 000,0	-	-	210 000,0
Activité 1.1.1.5.3	Sensibiliser des producteurs sur l'assurance agricole	1400 producteurs sensibilisés sur l'assurance agricole	Nombre de producteur formés sur l'assurance agricole	Rapport bilan MARAH	MAR AH	Secteur privé, PTF, MAFF	400,0	500,0	500,0	20 000,0	25 000,0	25 000,0	70 000,0	-	-	70 000,0
Activité 1.1.1.5.4	Souscrire à des primes d'assurance	3 primes d'assurance souscrit	Nombre de prime d'assurance souscrit	Rapport bilan MARAH	MAR AH	Secteur privé, PTF, MAFF	1,0	1,0	1,0	350 000,0	350 000,0	350 000,0	1 050 000,0	1 050 000,0	-	-
Activité 1.1.1.5.5	Financer de microprojets agricoles à travers les mécanismes étatiques (Fonds DUMU KA FA, Projet et programme, etc.)	1400 microprojets agricoles financés à travers les mécanismes étatiques (Fonds DUMU KA FA, Projet et programme, etc.)	Taux de couverture des besoins de financement agricole	Rapport bilan MARAH	MAR AH	Secteur privé, PTF, MAFF	400,0	500,0	500,0	120 000,0	150 000,0	150 000,0	420 000,0	140 000,0	140 000,0	140 000,0

Activité 1.1.1.5.6	Mettre en place des plateformes de diffusion des informations climatiques aux producteurs	1 plateforme de diffusion des informations climatiques aux producteurs mis en place	Nombre de plateforme de diffusion des informations climatiques aux producteurs mis en place	Rapport bilan MARAH	MARAH	Secteur privé, PTF, MAFF, MTMUSR	-	1,0	-	-	50 000,0	10 000,0	60 000,0	-	-	60 000,0	
<b>Effet attendu 1.1.2 : la vulnérabilité des agropasteurs et des ressources pastorales et halieutiques face aux effets néfastes des changements climatiques est réduite</b>											69	52	32	154	8	131	13
											379	403	342	125 874,6	681	599 332,5	845 000,0
											631,6	462,7	780,2		542,1		
<b>Action 1.1.2.1 :</b>	<b>Gestion durable de la pêche et de l'aquaculture</b>										20 515 000,0	13	6 319 800,0	40 017 171,0	3 109 950,4	36 907 220,6	-
Activité 1.1.2.1.1	Aménager des pêcheries	30 pêcheries aménagées annuellement	Nombre de pêcheries aménagées annuellement	Rapports bilan des activités du MARAH	DGRH	Projets et Programmes	10,0	10,0	10,0	1 000 000,0	1 000 000,0	1 000 000,0	3 000 000,0	125 100,0	874 900,0	-	
Activité 1.1.2.1.2	Empoissonner les plans d'eau	75 plans d'eau empoissonnés annuellement	Nombre de plans d'eau empoissonnés annuellement	Rapports bilan des activités du MARAH	DGRH	Projets et Programmes	25,0	25,0	25,0	125 000,0	125 000,0	125 000,0	375 000,0	375 000,0		-	
Activité 1.1.2.1.3	Mettre à la disposition des acteurs des équipements de pêche et d'aquaculture adaptés	150 kits distribués pour l'aquaculture et la pêche	Nombre de kits distribués pour l'aquaculture et la pêche	Rapports bilan des activités du MARAH	DGRH	Projets et Programmes	50,0	50,0	50,0	50 000,0	50 000,0	50 000,0	150 000,0	9 555,0	140 445,0	-	

Activité 1.1.2.1.4	Produire des alevins dans les stations piscicoles	147 300 855 alevins produits	Nombre d'alevins produit	Rapports bilan des activités du MARAH	DGR H	Projets et Programmes	84 980 000,0	#####	14 004 000,0	16 996 000,0	9 663 371,0	2 800 800,0	29 460 171,0	2 386 273,9	27 073 897,1	-
Activité 1.1.2.1.5	Mettre à la disposition des producteurs des aliments pour poissons	4 620 tonnes d'aliments pour poisson mise à la disposition des promoteurs	Quantité d'aliments pour poisson mise à la disposition des promoteurs	Rapports bilan des activités du MARAH	DGR H	Projets et Programmes	1 540,0	1 540,0	1 540,0	1 309 000,0	1 309 000,0	1 309 000,0	3 927 000,0	214 021,5	3 712 978,5	-
Activité 1.1.2.1.6	Mettre en place des cages flottantes	1 725 cages flottantes mis en place	Nombre de cages flottantes mis en place	Rapports bilan des activités du MARAH	DGR H	Projets et Programmes	575,0	575,0	575,0	1 035 000,0	1 035 000,0	1 035 000,0	3 105 000,0	-	3 105 000,0	-
<b>Action 1.1.2.2 :</b>	<b>Prévention des maladies prioritaires et les zoonoses</b>									<b>1 561 127,6</b>	<b>636 115,3</b>	<b>1 658 673,8</b>	<b>4 855 916,7</b>	<b>961 957,1</b>	<b>3 893 959,6</b>	<b>-</b>
Activité 1.1.2.2.1	Réaliser la campagne de vaccination contre le PPCB	13 029 715 bovins vaccinés contre la PPCB	Effectif de bovins vaccinés contre la PPCB	Rapports bilan des activités du MARAH	DGSV	Projets et Programmes	3 959 265,0	4 489 263,0	4 581 187,0	475 111,8	538 711,6	549 742,4	1 563 565,8	309 742,4	1 253 823,4	-
Activité 1.1.2.2.2	Réaliser la campagne de vaccination contre le PPR	16 587 862 petits ruminants vaccinés contre la PPR	Effectif de petits ruminants vaccinés contre la PPR	Rapports bilan des activités du MARAH	DGSV	Projets et Programmes	5 543 259,0	5 529 290,0	5 515 313,0	110 865,2	110 585,7	110 306,3	331 757,2	65 721,1	266 036,1	-
Activité 1.1.2.2.3	Réaliser la campagne de	84 588 392 volailles	Effectif de volailles vaccinés	Rapports bilan des activités	DGSV	Projets et Programmes	27 861	#####	28 532	975 150,6	986 818,1	998 625,1	2 960 593,7	586 493,6	2 374 100,1	-

	vaccination contre le MNC	vaccinés contre la MNC	contre la MNC	du MARAH			445,0		146,0							
<b>Action 1.1.2.3 :</b>	<b>Amélioration de l'alimentation et du potentiel génétique des animaux d'élevage</b>									<b>9 413 536,4</b>	<b>413 536,4</b>	<b>7 946 866,4</b>	<b>26 773 939,2</b>	<b>582 012,9</b>	<b>24 691 926,3</b>	<b>1 500 000,0</b>
Activité 1.1.2.3.1	Mettre à la disposition des producteurs des aliments concentrés	24 800 tonnes d'aliments concentrés mis à la disposition des acteurs	Quantité d'aliments concentrés mis à la disposition des acteurs	Rapports bilan des activités du MARAH	DGP A	Projets et Programmes	10 650,0	10 650,0	3 500,0	2 130 000,0	130 000,0	700 000,0	4 960 000,0	418 128,0	541 872,0	-
Activité 1.1.2.3.2	Mettre à la disposition des acteurs des semences fourragères	910 tonnes de semences fourragères mise à la disposition des acteurs	Quantité de semences fourragères mise à la disposition des acteurs	Rapports bilan des activités du MARAH	DGP A	Projets et Programmes	300,0	300,0	300,0	301 916,4	301 916,4	301 916,4	905 749,2	124 902,8	780 846,4	-
Activité 1.1.2.3.3	Mettre à la disposition des producteurs des kits de production fourragère	430 kits distribués pour la production fourragère	Nombre de kits distribués pour la production fourragère	Rapports bilan des activités du MARAH	DGP A	Projets et Programmes	140,0	140,0	150,0	396 620,0	396 620,0	424 950,0	1 218 190,0	38 982,1	179 207,9	-
Activité 1.1.2.3.4	Acquérir des aliments pour bétail au profit du stock de sécurité d'aliments pour bétail	30 000 tonnes d'aliments bétails acquis au profit du SSAB	Quantité d'aliments bétails acquis au profit du SSAB	Rapports bilan des activités du MARAH	SE-CNSA	Projets et Programmes	10 000,0	10 000,0	10 000,0	500 000,0	500 000,0	500 000,0	1 500 000,0	-	-	1 500 000,0

Activité 1.1.2.3.5	Réaliser l'insémination artificielle des vaches	8 000 vaches inséminées	Nombre de vaches inséminées	Rapports bilan des activités du MARAH	CMA P	Projets et Programmes	3 000,0	3 000,0	2 000,0	195 000,0	195 000,0	130 000,0	520 000,0	-	520 000,0	-
Activité 1.1.2.3.6	Diffuser des noyaux reproducteurs	6 000 noyaux reproducteur mise à la disposition des producteurs	Nombre de noyaux reproducteur mise à la disposition des producteurs	Rapports bilan des activités du MARAH	DGP A	Projets et Programmes	2 000,0	2 000,0	2 000,0	1 390 000,0	390 000,0	1 390 000,0	4 170 000,0	-	170 000,0	4
Activité 1.1.2.3.7	Faciliter l'accès des éleveurs de volaille aux ressources nécessaires pour la reconstitution des effectifs suite à l'impact de la grippe aviaire	18 000 poussins mis à la disposition des producteurs	Nombre de poussin mis à la disposition des producteurs	Rapports bilan des activités du MARAH	DGP A	Projets et Programmes	6 000,0	6 000,0	6 000,0	4 500 000,0	500 000,0	4 500 000,0	13 500 000,0	-	500 000,0	13
<b>Action 1.1.2.5 :</b>	<b>Sécurisation et gestion durable de la transhumance et des écosystèmes pastorales</b>									<b>37 889 967,7</b>	<b>171 440,0</b>	<b>16 417 440,0</b>	<b>82 478 847,7</b>	<b>4 027 621,8</b>	<b>106 225,9</b>	<b>12 345 000,0</b>
Activité 1.1.2.5.1	Baliser les espaces pastoraux	5 567 ha d'espaces pastoraux balisés annuellement	Superficie des espaces pastoraux balisés annuellement	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et Programmes	1 567,0	2 000,0	2 000,0	32 907,0	42 000,0	42 000,0	116 907,0	14 367,9	102 539,1	-
Activité 1.1.2.5.2	Créer de nouvelles zones pastorales	52 000 ha de zones pastorales créées	Superficie des zones pastorales créées	Rapports bilan des activités	DGE AP	Projets et Programmes	26 000,0	26 000,0		5 200 000,0	200 000,0		10 400 000,0	-	-	10 400 000,0

				du MARAHA												
Activité 1.1.2.5.3	Immatriculer les zones pastorales	23139 ha de zones pastorales immatriculées	Superficie des zones pastorales immatriculées	Rapports bilan des activités du MARAHA	DGE AP	DGEFOM R	16 459, 0	6 680,0		16 459 000,0	6 680 000,0		23 139 000,0	-	23 139 000,0	-
Activité 1.1.2.5.4	Appuyer la sécurisation des fermes péri- urbaines	830 ha de fermes d'élevages péri- urbaines évaluées pour la délivrance de titre foncier	Superficie des fermes d'élevages péri-urbaines évaluées pour la délivrance de titre foncier	Rapports bilan des activités du MARAHA	DGE AP	DGEFOM R	250, 0	290,0	290, 0	8 620,7	10 000,0	10 000,0	28 620,7	-	28 620,7	-
Activité 1.1.2.5.5	Récupérer les terres dégradées dans les espaces pastoraux	192 000 ha de terres dégradées récupérées	Superficie des terres dégradées récupérées	Rapports bilan des activités du MARAHA	DGE AP	Projets et Programm es	64 000, 0	64 000,0	64 000, 0	13 949 440,0	13 949 440,0	13 949 440,0	41 848 320,0	4 013 253,9	37 835 066,1	-
Activité 1.1.2.5.6	Appuyer le fonctionnement des systèmes de surveillance sur les crises en élevage	3 systèmes d'alerte fonctionnels	Nombre de systèmes d'alerte fonctionnels	Rapports	SE- CNSA  DGE AP, DGSV	DGESS	3,0	3,0	3,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0	-	-	45 000,0
Activité 1.1.2.5.7	Réaliser des biodigesteurs	1 245 biodigesteurs réalisés	Nombre de biodigesteurs réalisés	Rapports bilan des activités du MARAHA	DGP A	Projets et Programm es	415, 0	415,0	415, 0	174 000,0	174 000,0	174 000,0	522 000,0	-	522 000,0	-

Activité 1.1.2.5.8	Réaliser des parcs de vaccination dans les espaces pastoraux	328 parcs de vaccination modernes réalisés	Nombre de parcs de vaccination modernes réalisés	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et programmes	104,0	104,0	120,0	1 144 000,0	144 000,0	1 320 000,0	3 608 000,0	-	608 000,0	-
Activité 1.1.2.5.9	Appuyer le fonctionnement des espaces pastoraux	7 organes de gestion des espaces pastoraux fonctionnels	Nombre d'organe de gestion des espaces pastoraux mis en place et fonctionnel	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et programmes	7,0	7,0	7,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0	-	21 000,0	-
Activité 1.1.2.5.10	Réaliser des pistes à bétail	850 km de piste à bétail aménagés	Longueur de piste à bétail aménagée	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et programmes	300,0	300,0	250,0	300 000,0	300 000,0	250 000,0	850 000,0	-	850 000,0	-
Activité 1.1.2.5.11	Appuyer le fonctionnement des comités provinciaux de gestion de la transhumance	15 comités Provinciaux de gestion de la Transhumance fonctionnels	Nombre de Comités Provinciaux de gestion de la Transhumance fonctionnel	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et Programmes	15,0	15,0	15,0	150 000,0	150 000,0	150 000,0	450 000,0	-	-	450 000,0
Activité 1.1.2.5.12	Appuyer le fonctionnement des comités de gestion des infrastructures	250 comités de gestion d'infrastructures fonctionnels	Nombre de comité de gestion d'infrastructures fonctionnel	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et Programmes	225,0	250,0	250,0	450 000,0	500 000,0	500 000,0	1 450 000,0	-	-	450 000,0
<b>Objectif stratégique OS 1.2. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs forestier, halieutique et faunique aux CC</b>										44 458 570,0	55 578 070,0	61 919 875,0	161 956 515,0	26 055 558,0	45 114 000,0	90 786 957,0

Effet Attendu 1.2.1 : La résilience des ressources en eau face aux effets néfastes des changements climatiques est renforcée											15	20	22	59	12	44	1
											589 000,0	520 000,0	918 000,0	027 000,0	830 500,0	869 000,0	327 500,0
Action 1.2.1.1 :	Construction et réhabilitation d'ouvrages de retenue d'eau										14 555 000,0	19 405 000,0	22 097 000,0	56 057 000,0	11 648 000,0	44 188 000,0	221 000,0
Activité 1.2.1.1.1	Réaliser les études de construction de nouveaux barrages	10 études de construction de nouveaux barrages disponibles	Nombre d'études de nouveaux barrages réalisées	Rapports bilan du PNAH, Dossiers d'études, PV de validation	DGIH	Secteur privé, PTF	3,0	4,0	3,0	135 000,0	180 000,0	135 000,0	450 000,0	360 000,0	90 000,0	-	
Activité 1.2.1.1.2	Réaliser les études de réhabilitation des barrages dégradés	27 études de réhabilitation de barrages dégradés disponibles	Nombre d'études de barrages à réhabiliter réalisées	Rapports bilan du PNAH, Dossiers d'études, PV de validation	DGIH	Secteur privé, PTF	12,0	10,0	5,0	420 000,0	350 000,0	175 000,0	945 000,0	567 000,0	378 000,0	-	
Activité 1.2.1.1.3	Exécuter les travaux de construction de barrages y compris la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	06 nouveaux barrages sont construits	Nombre de nouveaux barrages construits	Rapports bilan du PNAH, Procès-verbaux de réception des travaux	DGIH	CT, Secteur privé, MARAH,	2,0	2,0	2,0	2 700 000,0	2 700 000,0	2 700 000,0	8 100 000,0	4 860 000,0	240 000,0	-	



Activité 1.2.1.1.4	Exécuter les travaux de réhabilitation des barrages y compris la mise en œuvre des mesures environnementales	27 barrages dégradés sont réhabilités	Nombre de barrages dégradés réhabilités	Rapports bilan du PNAH, Procès-verbaux de réception des travaux	DGIH	CT, Secteur privé, MARAH,	4,0	9,0	12,0	3 800 000,0	550 000,0	11 400 000,0	23 750 000,0	4 750 000,0	19 000 000,0	-	
Activité 1.2.1.1.5	Réaliser les travaux d'aménagement du Lac Dem	60% des travaux d'aménagement du Lac Dem exécutés	Taux d'exécution des travaux	Rapports bilan du PNAH, Ordre de service de démarrage	DGIH	CT, Secteur privé, MARAH,		20,0	40,0	-	125 000,0	187 000,0	312 000,0	31 000,0	60 000,0	221 000,0	
Activité 1.1.2.6.1	Réaliser des infrastructures d'hydrauliques pastorales dans les espaces pastoraux	468 infrastructures d'hydrauliques pastorales réalisées	Nombre d'infrastructures d'hydrauliques pastorales réalisées dans les espaces pastoraux	Rapports bilan des activités du MARAH	DGE AP	Projets et Programmes	156,0	156,0	156,0	7 500 000,0	500 000,0	7 500 000,0	22 500 000,0	1 080 000,0	420 000,0	21	-
<b>Action 1.2.1.2 :</b>	<b>Entretien et sécurisation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau</b>									<b>604 000,0</b>	<b>625 000,0</b>	<b>651 000,0</b>	<b>1 880 000,0</b>	<b>1 002 000,0</b>	<b>386 000,0</b>	<b>492 000,0</b>	
Activité 1.2.1.2.1	Mettre en place des Comités d'usagers de l'Eau (CUE) pour l'entretien	80 Comités d'usagers de l'Eau (CUE) mis en place	Nombre de CUE mis en place	Procès-verbaux de session	DGIH	CT et Exploitants principaux	30,0	25,0	25,0	300 000,0	250 000,0	250 000,0	800 000,0	720 000,0	-	80 000,0	

	courant des barrages, y compris leur kit d'entretien			d'installation		, Secteur privé										
Activité 1.2.1.2.2	Former les membres des CUE sur leurs rôles et responsabilités	300 membres de CUE formés sur l'entretien courant des barrages	Nombre de membres formés	Rapport de formation ;	DGIH	CT et Exploitant s principaux , Secteur privé	100,0	100,0	100,0	25 000,0	25 000,0	25 000,0	75 000,0	68 000,0	-	7 000,0
Activité 1.2.1.2.3	Conduire les travaux d'entretien des ouvrages	90 barrages entretenus	Nombre de barrages entretenus	Rapports bilan du PNAH,	DGIH	CT et Exploitant s principaux , Secteur privé	30,0	30,0	30,0	120 000,0	120 000,0	120 000,0	360 000,0	126 000,0	-	234 000,0
Activité 1.2.1.2.4	Superviser les activités d'entretien des barrages	180 missions de supervision des travaux d'entretien de barrages réalisées	Nombre de missions de supervision de barrages réalisées	Rapports bilan du PNAH,	DGIH	CT et Exploitant s principaux , Secteur privé	30,0	60,0	90,0	11 000,0	21 000,0	32 000,0	64 000,0	38 000,0	-	26 000,0
Activité 1.2.1.2.5	Effectuer des patrouilles de sécurisation des ressources en eau	881 patrouilles de sécurisation des ressources en eau effectuées	Nombre de patrouilles de sécurisation effectuées	Rapports d'activités	DGRE	Ministère en charge de la Justice	227,0	327,0	327,0	116 000,0	160 000,0	160 000,0	436 000,0	50 000,0	386 000,0	-
Activité 1.2.1.2.6	Assurer l'inspection technique des barrages	285 inspections technique des barrages réalisées	Nombre de barrages inspectés	Rapport d'inspection,	DGIH	CT et Exploitant s principaux	45,0	90,0	150,0	5 000,0	9 000,0	15 000,0	29 000,0	-	-	29 000,0

Activité 1.2.1.2.7	Assurer l'auscultation des barrages	60 barrages auscultés	Nombre de barrages auscultés	Rapports bilan du PNAH,		CT et Exploitant s principaux	15,0	20,0	25,0	4 000,0	6 000,0	7 000,0	17 000,0	-	-	17 000,0
Activité 1.2.1.2.8	Installer des bornes topo pour l'auscultation des barrages	8 bornes topo pour l'auscultation installées sur 5 barrages	Nombre de barrages dont des bornes topos sont installées	PV de réception / Rapports bilan du PNAH,	DGIH	CT et Exploitant s principaux	2,0	3,0	3,0	6 000,0	9 000,0	9 000,0	24 000,0	-	-	24 000,0
Activité 1.2.1.2.9	Installer des échelles limnométriques pour le suivi du plan d'eau des barrages	45 échelles limnométriques installées dans les cuvettes de 10 barrages	Nombre d'échelles limnométriques installées	PV de réception / Rapports bilan du PNAH,	DGIH	CT et Exploitant s principaux, Secteur privé	10,0	15,0	20,0	17 000,0	25 000,0	33 000,0	75 000,0	-	-	75 000,0
<b>Action 1.2.1.3 :</b>	<b>Protection des ressources en eau</b>									<b>430 000,0</b>	<b>490 000,0</b>	<b>170 000,0</b>	<b>1 090 000,0</b>	<b>180 500,0</b>	<b>295 000,0</b>	<b>614 500,0</b>
Activité 1.2.1.3.1	Restaurer les berges des cours et plans d'eau	47 km de linéaires de berges de cours et plans d'eau restaurés	Nombre de km linéaire de restauration de berges	Rapport des agences de l'eau	AE	DGRE, DREA, Sociétés civiles	22,0	15,0	10,0	110 000,0	75 000,0	50 000,0	235 000,0	97 500,0	-	137 500,0
Activité 1.2.1.3.3	Délimiter la bande de servitude des cours et plans d'eau	1500 km linéaires de bandes de servitude des cours et plans d'eau délimités	Nombre de KM linéaire de délimitations	Rapport des activités des services police de l'eau	AE	DGRE, DREA, Sociétés civiles	500,0	500,0	500,0	100 000,0	100 000,0	100 000,0	300 000,0	39 000,0	210 000,0	51 000,0

Activité 1.2.1.3.4	Faire l'état des lieux de la qualité des ressources en eau dans le bassin de la Comoé	Des travaux de protection des berges sont réalisés	Proportion des retenues d'eau de surface de plus 500 000 m3 avec protection des berges (%)	Rapports de agences de l'eau	AE	DGRE, DREA, Sociétés civiles	28,0	30,0	32,0	10 000,0	10 000,0	10 000,0	30 000,0	30 000,0	-	
Activité 1.2.1.3.5	Acquérir des équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau	60 équipements de mesure en continue pour les stations qualité de l'eau acquis	Nombre d'équipement de mesure acquis	Rapport d'activités	DGRE	DREA	20,0	20,0	20,0	-	120 000,0	-	120 000,0	-	-	120 000,0
Activité 1.2.1.3.6	Effectuer des campagnes d'échantillonnage sur le réseau qualité des eaux	6 campagnes échantillonnage effectués sur le réseau qualité des eaux	Nombre de campagnes d'échantillonnage effectués sur le réseau qualité des eaux	Rapport d'activités	DGRE	Secteur privé	2,0	2,0	2,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	14 000,0	-	1 000,0
Activité 1.2.1.3.7	Suivre les débits solides des cours d'eau	12 débits solides des cours d'eau suivis	Nombre de cours d'eau suivi	Rapport d'activités	DGRE	Secteur privé	4,0	4,0	4,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	-	15 000,0
Activité 1.2.1.3.8	Cartographier les sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de l'eau	Un rapport Les sites de pollutions et leurs caractéristiques en relation avec les agences de	Existence d'un rapport de la cartographie des sites de pollutions disponible	Rapport d'activités	DGRE	CT et Exploitants principaux, Secteur privé	-	1,0	-	-	75 000,0	-	75 000,0	-	75 000,0	-

		l'eau cartographiés														
Activité 1.2.1.3.9	Mettre en œuvre des technologies de protection des berges	4 technologies de protection des berges mises en œuvre	Nombre de technologies	Rapport d'activités	CNRS T/IRS AT	MEEA	2,0	2,0	-	200 000,0	100 000,0	-	300 000,0	-	10 000,0	290 000,0
<b>Effet Attendu 1.2.2 : Les capacités d'adaptation des écosystèmes forestiers y compris la faune face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcés</b>										28 869 570,0	35 058 070,0	39 001 875,0	102 929 515,0	13 225 058,0	245 000,0	459 457,0
<b>Action 1.2.2.3 :</b>	<b>Amélioration de la conservation et de la restauration des ressources forestières et fauniques</b>									28 420 070,0	34 711 570,0	38 180 375,0	101 312 015,0	11 951 570,0	245 000,0	89 115 445,0
Activité 1.2.2.3.1	Récupérer les terres dégradées dans les écosystèmes forestiers	116 400 ha de terres dégradées dans les écosystèmes forestiers	Superficie de terre dégradée récupérée	Rapports d'activités	DGEF	MARAH	19 400,0	38 800,0	58 200,0	3 880 000,0	760 000,0	11 640 000,0	23 280 000,0	-	-	23 280 000,0
Activité 1.2.2.3.2	Former les acteurs en technique de récupération des terres	30 sessions de formation sur la récupération de terres dégradées tenues	Nombre de sessions de formation réalisées	Rapports d'activités	DGEF	MARAH	10,0	10,0	10,0	30 000,0	30 000,0	30 000,0	90 000,0	-	-	90 000,0
Activité 1.2.2.3.3	Acquérir des unités mécanisées de récupération des terres dégradées	6 unités mécanisées de récupération des terres dégradées acquises	Nombre de charrues acquises	Rapports d'activités	DGEF	MARAH	2,0	2,0	2,0	400 000,0	400 000,0	400 000,0	1 200 000,0	-	-	1 200 000,0

Activité 1.2.2.3.4	Superviser les activités de récupération des terres dégradées	60 missions de supervision réalisées	Nombre de missions	rapport, PV de reception	DGIF	DRE,DPE, SDE,CT	20,0	20,0	20,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0			45 000,0
Activité 1.2.2.3.5	Construire des postes forestiers	20 postes forestiers construits	Nombre de postes forestiers construits	Rapports d'activités	DGEF	MEFP	10,0	10,0	-	280 000,0	280 000,0	-	560 000,0	-	-	560 000,0
Activité 1.2.2.3.6	Construire des postes de contrôle forestiers	10 postes de contrôle forestiers construits	Nombre de postes de contrôle forestiers construits	Rapports d'activités	DGEF	MEFP	5,0	5,0	-	61 000,0	61 000,0	-	122 000,0	-	-	122 000,0
Activité 1.2.2.3.7	Effectuer des patrouilles de sécurisation des aires protégées	90000 patrouilles de sécurisation des aires protégées effectuées	Nombre de patrouilles effectués	Rapports d'activités	DGEF	MDAC, MATDS	30 000,0	30 000,0	30 000,0	750 000,0	750 000,0	750 000,0	2 250 000,0	2 250 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.8	Acquérir des drones de surveillance fonctionnels	06 drones de surveillance fonctionnels acquis	Nombre de drones acquis fonctionnels	Rapports d'activités	DGEF	MDAC, MATDS	4,0	1,0	1,0	200 000,0	50 000,0	50 000,0	300 000,0	-	-	300 000,0
Activité 1.2.2.3.9	Appuyer les collectivités territoriales dans la création (matérialisation physique) des espaces de conservation	150 collectivités territoriales appuyées dans la création des espaces de conservation	Nombre d'espaces de conservation créés	Rapports d'activités	DGEF /MEEA	Collectivités Territoriales	50,0	50,0	50,0	734 500,0	734 500,0	734 500,0	2 203 500,0	-	-	2 203 500,0
Activité 1.2.2.3.10	Appuyer les collectivités territoriales dans	150 espaces de conservation classés	Rapport d'activités DGEF/MEEA	DGEF/MEEA	DGEF /MEEA	Collectivités	50,0	50,0	50,0	2 975 000,0	2 975 000,0	2 975 000,0	8 925 000,0	-	-	8 925 000,0

	le classement des espaces de conservation					Territoriales											
Activité 1.2.2.3.11	Appuyer les communautés locales à l'aménagement des espaces de conservation	30 espaces de conservation sont aménagés	Nombre d'espaces de conservation aménagés	Rapports d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	10,0	10,0	10,0	100 000,0	100 000,0	100 000,0	300 000,0	-	-	300 000,0	
Activité 1.2.2.3.12	Appuyer l'élaboration des Plans d'Aménagement Forestier/ Plans d'aménagement et de gestion forestière (PAF/PAG)	11 Plans d'aménagement Forestier (PAF) sont élaborés	Nombre de PAF élaborés	Rapports d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	1,0	5,0	5,0	50 000,0	200 000,0	200 000,0	450 000,0	-	50 000,0	400 000,0	
Activité 1.2.2.3.13	Appuyer l'actualisation des Plans d'Aménagement Forestier/ Plan d'aménagement et de gestion forestière (PAF/PAG)	10 Plans d'aménagement Forestier (PAF) sont actualisés	Nombre de PAF actualisés	Rapports d'activités	DGEF /MEE A	PGCP, IGMVSS, UICN, CAF	2,0	5,0	3,0	10 000,0	50 000,0	30 000,0	90 000,0	-	-	90 000,0	
Activité 1.2.2.3.14	Apurer des forêts	30 forêts apurées	Nombre de forêts apurées	Rapports d'activités	DGEF	MDAC, MATDS	10,0	10,0	10,0	220 000,0	220 000,0	220 000,0	660 000,0			660 000,0	
Activité 1.2.2.3.15	Immatriculer des forêts	30 forêts immatriculées	Nombre de forêts immatriculées	Rapports d'activités	DGEF	DGI	10,0	10,0	10,0	120 000,0	120 000,0	120 000,0	360 000,0			360 000,0	

Activité 1.2.2.3.16	Accompagner les promoteurs à la réalisation de plantations dans leurs espaces privées	120 promoteurs sont accompagnés à la réalisation de plantations dans leurs espaces privées	Nombre de promoteurs accompagnés	Rapport d'activité	DGEF /MEE A	Projets et Programmes	40,0	40,0	40,0	3 500,0	3 500,0	3 500,0	10 500,0	500,0	10 000,0	-
Activité 1.2.2.3.17	Former/recycler les chef(-f-e)-s d'exploitation sur les techniques de la RNA et de la restauration des terres agroforestières	60 sessions de formations sont organisées	Nombre de sessions de formations organisées	Rapport d'activité du MEFP/Tii palga	DGEF /MEE A	ONG, Associations, MARAH	20,0	20,0	20,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	15 000,0	-
Activité 1.2.2.3.18	Former les producteurs sur l'agriculture climatique intelligente dans chaque écovillage	1950 producteurs sont formés sur l'agriculture climatique intelligente dans 40 écovillages	Nombres de producteurs formés	Rapport d'activité	DGE VCC/ MEE A	SP-REDD+	600,0	600,0	750,0	13 500,0	13 500,0	16 875,0	43 875,0	30 000,0	-	13 875,0
Activité 1.2.2.3.19	Produire des plants	33 000 000 Des plants sont produits	Nombre de plants produits	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Pépinières privées, CT	11 000 000,0	#####	11 000,0	5 500 000,0	5 500 000,0	5 500 000,0	16 500 000,0	247 500,0	-	16 252 500,0
Activité 1.2.2.3.20	Mettre en terre des plants	31 500 000 plants sont mis en terre	Nombre de plants mis en terre	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	CT, Pépinières privées, CT	10 500 000,0	#####	10 500 000,0	11 025 000,0	11 025 000,0	11 025 000,0	33 075 000,0	-	-	33 075 000,0



Activité 1.2.2.3.21	Former les acteurs en Gestion Durable des Terres	3000 acteurs sont formés en GDT	Nombre des acteurs formés	rapport de formation	DGIF	DRE,DRA,RAH,DPE,DGADI,CT,PPD,ONG,Associations,GGF	1 000,0	1 000,0	1 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0			45 000,0
Activité 1.2.2.3.22	Organiser des missions de suivi des plantations réalisées	30 missions de suivi des plantations réalisées sont effectuées	Nombre de missions de suivi effectuées	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	10,0	10,0	10,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0	45 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.23	Organiser des campagnes nationales de reforestation	03 campagnes nationales de reforestation sont organisées	Nombre de campagnes nationales de reforestation organisées	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	1,0	1,0	1,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	15 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.24	Organiser des Journées Nationales de l'Arbre	03 Journées Nationales de l'Arbre sont organisées	Nombre de journées nationales de l'arbre organisées	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	1,0	1,0	1,0	150 000,0	150 000,0	150 000,0	450 000,0	450 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.25	Organiser des sessions de formation des bénéficiaires sur les techniques de plantations et d'entretien des plants	15 000 bénéficiaires sont formés sur les techniques de plantations et d'entretien des plants	Nombre de bénéficiaires formés	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	5 000,0	5 000,0	5 000,0	30 000,0	30 000,0	30 000,0	90 000,0	90 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.26	Réaliser des forages équipés sur les sites de reboisement	15 forages équipés sont réalisés	Nombre de forages équipés réalisés	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	5,0	5,0	5,0	55 000,0	55 000,0	5 000,0	115 000,0	-	-	115 000,0

Activité 1.2.2.3.27	Réaliser des systèmes d'irrigation sur les sites de reboisement	15 systèmes d'irrigation sont réalisés	Nombre de systèmes d'irrigation réalisés	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	5,0	5,0	5,0	12 500,0	12 500,0	12 500,0	37 500,0	-	-	37 500,0
Activité 1.2.2.3.28	Suivre les placettes permanentes	1 148 placettes permanentes sont suivies	Nombre de placettes permanentes suivies	Rapport d'activités	DGEF /MEE A	Collectivités Territoriales	1 148,0	-	-	150 000,0	-	-	150 000,0	-	-	150 000,0
Activité 1.2.2.3.29	Appuyer les acteurs en matériel de protection dans la mise place des plantations individuelles	135 acteurs sont appuyés en matériel de protection dans la mise en place des plantations individuelles	Nombre d'acteurs appuyés	Rapport d'activités	DGE VCC/ MEE A	SP-REDD+	45,0	45,0	45,0	67 500,0	-	-	67 500,0	-	-	67 500,0
Activité 1.2.2.3.30	Mettre au point des techniques de multiplication végétative	Des techniques de multiplications végétative de 10 espèces prioritaires sont mises au point	Nombre de techniques développées	Rapport d'activités	CNSF /MEE A	DGEF/ME EA, CNRST, INERA	2,0	-	-	37 920,0	37 920,0	-	75 840,0	37 920,0	-	37 920,0
Activité 1.2.2.3.31	Former les acteurs en techniques de multiplication végétative	952 acteurs sont formés dans diverses thématiques en lien avec les techniques de multiplication végétative	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	CNSF /MEE A	DGEF/ME EA	472,0	480,0	-	165 650,0	165 650,0	-	331 300,0	165 650,0	-	165 650,0

Activité 1.2.2.3.32	Aménager des pistes dans les aires de protection faunique	3000 km de pistes aménagées dans les aires de protection faunique	Linéaire des pistes aménagées dans les aires de protection fauniques (km)	Rapports d'activités	DGEF	Concessionnaires	500,0	1 000,0	1 500,0	100 000,0	200 000,0	300 000,0	600 000,0	-	-	600 000,0
Activité 1.2.2.3.33	Réaliser des salines dans les aires de protection fauniques	250 salines dans les aires de protection fauniques réalisées	Nombre de salines réalisées dans les aires de protection fauniques	Rapports d'activités	DGEF	Concessionnaires	50,0	100,0	100,0	4 000,0	8 000,0	8 000,0	20 000,0	-	-	20 000,0
Activité 1.2.2.3.34	Elaborer des plans d'aménagement et de gestion des APF	5 plans d'aménagement et de gestion (PAG) des APF élaborés	Nombre de PAG élaborés	Rapports d'activités	DGEF	PONASI 2, Concessionnaires	1,0	2,0	2,0	30 000,0	60 000,0	60 000,0	150 000,0	-	150 000,0	-
Activité 1.2.2.3.35	Mettre en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des APF	6 plans d'aménagement et de gestion des APF mis en œuvre	Nombre de PAG mis en œuvre	Rapports d'activités	DGEF	PONASI 2, Concessionnaires	1,0	3,0	3,0	1 200 000,0	600 000,0	3 600 000,0	8 400 000,0	8 400 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.36	Réaliser le suivi écologique	4 suivis écologiques réalisés	Nombre de suivis écologiques réalisés	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessionnaires	-	2,0	2,0	-	60 000,0	60 000,0	120 000,0	120 000,0	-	-
Activité 1.2.2.3.37	Réaliser des inventaires fauniques	Un inventaires fauniques réalisé	Nombre d'inventaires fauniques réalisés	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessionnaires	-	-	1,0	-	-	100 000,0	100 000,0	100 000,0	-	-

Activité 1.2.2.3.38	Réaliser /étendre des mises en défens (MED)	10 mises en défens réalisées	Nombre de MED réalisées/éteudues	Rapport d'activité du MEFP/Tii palga	SPON G/Tii palga	MEEA, MARAH	6,0	2,0	2,0	10 000,0	5 000,0	5 000,0	20 000,0	-	20 000,0	-
<b>Action 1.2.2.4 :</b>	<b>Promotion des varités de semences forestières améliorées résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs</b>									<b>51 500,0</b>	<b>51 500,0</b>	<b>51 500,0</b>	<b>154 500,0</b>	<b>153 488,0</b>	<b>-</b>	<b>1 012,0</b>
Activité 1.2.2.4.1	Produire des semences améliorées d'espèces forestières résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs	24 000 semences améliorées d'espèces forestières sont produites	Quantité de semences d'espèces forestières produites (Kg)	Rapport d'activités	CNSF /MEEA	MEEA, CNRST	8 000,0	8 000,0	8 000,0	50 000,0	50 000,0	50 000,0	150 000,0	149 488,0	-	512,0
Activité 1.2.2.4.2	Diffuser des semences améliorées d'espèces forestières résilientes aux inondations, à la sécheresse et aux fortes chaleurs	18 000 semences améliorées d'espèces forestières sont diffusées	Quantité de semences d'espèces forestières diffusées (Kg)	Rapport d'activités	CNSF /MEEA	MEEA, CNRST	6 000,0	6 000,0	6 000,0	1 500,0	1 500,0	1 500,0	4 500,0	4 000,0	-	500,0
<b>Action 1.2.2.5</b>	<b>: Amélioration de la conservation et de la disponibilité de l'eau dans les APF</b>									<b>398 000,0</b>	<b>295 000,0</b>	<b>770 000,0</b>	<b>1 463 000,0</b>	<b>1 120 000,0</b>	<b>-</b>	<b>343 000,0</b>
Activité 1.2.2.5.1	Réaliser des mares/boullis dans les aires de	6 nouvelles mares/boullis réalisées	Nombre de mares/boullis réalisés	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessio nnaires	1,0	-	5,0	200 000,0	-	150 000,0	350 000,0	50 000,0	-	300 000,0

	protection faunique																	
Activité 1.2.2.5.2	Réhabiliter des mares/boullis dans les aires de protection faunique	11 mares/boullis sont réhabilités	Nombre de mares/boullis réhabilités	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessionnaires	1,0	-	10,0	30 000,0	-	20 000,0	50 000,0	350 000,0	-	-	-	300 000,0
Activité 1.2.2.5.3	Réaliser des forages équipés dans les aires de protection faunique	24 forages équipés réalisés dans les aires de protection faunique	Nombre de forages équipés réalisés	Rapports d'activités	DGEF	Concessionnaires	9,0	-	15,0	108 000,0	-	150 000,0	258 000,0	-	-	-	-	258 000,0
Activité 1.2.2.5.4	Réhabiliter et équiper des forages dans les aires de protection faunique (APF)	17 forages dans les aires de protection faunique (APF) réhabilités et équipés	Nombre de forages réhabilités et équipés	Rapports d'activités	DGEF	Concessionnaires	12,0	-	5,0	60 000,0	-	25 000,0	85 000,0	-	-	-	-	85 000,0
Activité 1.2.2.5.5	Réhabiliter des barrages dans les APF	10 barrages réhabilités dans les APF	Nombre de barrages réhabilités	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessionnaires	-	5,0	5,0	-	100 000,0	100 000,0	200 000,0	200 000,0	-	-	-	-
Activité 1.2.2.5.6	Réaliser de nouveaux barrages dans les APF	8 nouveaux barrages réalisés dans les APF	Nombre de barrages réalisés	Rapports d'activités	DGEF	PAPHAF, Concessionnaires	-	3,0	5,0	-	195 000,0	325 000,0	520 000,0	520 000,0	-	-	-	-
<b>Objectif Spécifiques OS 1.3. Renforcer les capacités d'adaptation des secteurs des infrastructures, de l'habitat, de l'énergie et de la santé aux CC</b>										307 178 930,0	290 661,0	268 154 365 866,0	729 835 457,0	486 631 025,6	203 573 992,0	39 630 439,4		
<b>Effet Attendu 1.3.1 : Les capacités d'adaptation du secteur énergie face aux effets néfastes des changements climatiques sont renforcées</b>										10 069 222,6	110 328,0	3 310 329,0	16 289 879,6	3 166 887,6	13 122 992,0	-		

Action 1.3.1.1	Accroissement de l'offre énergétique									9 362 223,4	887 817,0	2 887 818,0	15 137 858,4	2 488 043,0	12 649 815,4	-
Activité 1.3.1.1.1	Effectuer des travaux de réhabilitation et de renforcement des mini-grids (GMG) dans le cadre de la TDE	Les travaux de réhabilitation et de renforcement des mini-grids (GMG) de 12 localités dans le cadre de la TDE sont effectués	Nombre de localités dont les systèmes sont réhabilités et renforcés	Rapport d'activités MEMC/ABER	MEMC/ABER	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	4,0	4,0	4,0	206 564,0	206 564,0	206 564,0	619 692,0	619 692,0	-	-
Activité 1.3.1.1.2	Effectuer des les travaux de réhabilitation, d'extensions et de renforcement de systèmes électriques par raccordement au réseau dans le cadre de la TDE	Les travaux de réhabilitation, d'extensions et de renforcement de systèmes électriques par raccordement au réseau de 32 localités dans le cadre de la TDE sont effectués	Nombre de localités dont les systèmes sont réhabilités et renforcés	Rapport d'activités MEMC/ABER	MEMC/ABER	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	14,0	14,0	14,0	621 117,0	621 117,0	621 117,0	1 863 351,0	1 863 351,0	-	-
Activité 1.3.1.1.3	Poursuivre les travaux d'électrification des localités par raccordement au RNI dans le cadre de la TDE	Les travaux d'électrification de 48 localités par raccordement au RNI dans le cadre de la TDE sont effectifs	Nombre de nouvelles localités raccordées au RNI	Rapport d'activités MEMC/ABER	MEMC/ABER	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	16,0	16,0	16,0	2 060 135,0	2 060 136,0	2 060 137,0	6 180 408,0	180 408,0	6	-

Activité 1.3.1.1.4	Réaliser une évaluation technique pour la réhabilitation des installations électriques endommagées des zones libérées et accessibles	Une évaluation technique pour la réhabilitation des installations électriques endommagées des zones libérées et accessibles est réalisée	Nombre de rapport d'évaluation technique	Rapport d'activités MEMC/ABER	MEMC/ABER	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	1,0			5 000,0			5 000,0	5 000,0		-
Activité 1.3.1.1.6	Contractualiser deux (02) marchés pour la construction de la boucle 90 kV de 42 km	Un système de stockage à Ouaga Nord-ouest 10MW/8MWh est construit	Contrats signés	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEMC/S ONABEL	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	17,0			5 982 000,0			5 982 000,0		5 982 000,0	-
Activité 1.3.1.1.7	Remplacer les câbles de gardes de la ligne 90 kV Zagtoui – Koudougou	Les câbles de gardes de la ligne 90 kV Zagtoui – Koudougou sont remplacés	Nombre de kilomètre de câble CGFO	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEMC/S ONABEL	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	90,0			209 825,0			209 825,0		209 825,0	-
Activité 1.3.1.1.8	Construire un tronçon de 3 km de ligne 90 kV pour le prolongement de la ligne Zagtoui – Koudougou	Un tronçon de 3 km de ligne 90 kV pour le prolongement de la ligne Zagtoui – Koudougou est construit	Nombre de kilomètre de ligne construit	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEMC/S ONABEL	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	3,0			273 361,0			273 361,0		273 361,0	-

Activité 1.3.1.1.9	Construire 66,5 kilomètres de ligne HTA pour la création du Départ Sabou au poste 90/33 kV de Koudougou	66,5 kilomètres de ligne HTA pour la création du Départ Sabou au poste 90/33 kV de Koudougou est construit	Nombre de Kilomètres de ligne construit	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	66,5			650,0		650,0		650,0	-	
Activité 1.3.1.1.10	Construire le poste 90/33 kV de Ziniaré	Le poste 90/33 kV de Ziniaré est construite	Nombre de Postes construits	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, ME EA, PTF, Secteur privé	1,0			3 571,4		3 571,4		3 571,4	-	
<b>Action 1.3.1.2 :</b>	<b>Promotion des énergies renouvelables</b>									<b>663 859,7</b>	<b>188 169,0</b>	<b>188 169,0</b>	<b>1 040 197,7</b>	<b>567 021,1</b>	<b>473 176,6</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.1.2.1	Installer des lampadaires solaires au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE)	1322 lampadaires solaires installés au profit des personnes déplacées internes et des zones à fort défi sécuritaire (TDE) sont effectués	Nombre de lampadaires solaires autonomes installés et fonctionnels	Rapport d'activités MEMC/ABER	MEM C/ABER	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	1 322,0			457 995,0		457 995,0		457 995,0	-	
Activité 1.3.1.2.2	Construire 4 Centrales solaires dans le cadre du Projet Yeleen (Ouaga Nord-	4 Centrales solaires dans le cadre du Projet Yeleen (Ouaga Nord-Ouest,	Nombre de centrales solaires construites	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	4,0			7 182,1		7 182,1		7 182,1	-	



	Ouest, Gaoua, Diapaga et Dori)	Gaoua, Diapaga et Dori) sont construites															
Activité 1.3.1.2.3	Construire la centrale solaire de Zagtouli 2	La centrale solaire de Zagtouli est construite	Existence de la centrale solaire de Zagtouli	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	1,0				7 999,5			7 999,5		7 999,5	-
Activité 1.3.1.2.4	Fournir des foyers améliorés	15000 foyers améliorés fournis	Nombre de Foyers améliorés fournis	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	5 000,0	5 000,0	5 000,0	188 169,0	188 169,0	188 169,0	564 507,0	564 507,0	-	-	-
Activité 1.3.1.2.5	Contractualiser le marché de construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque d'une capacité de 20 MWc à Koudougou	Le marché de construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque d'une capacité de 20 MWc à Koudougou est contractualisé	Existence de Contrat	Rapport d'activités MEMC/S ONABEL	MEM C/SO NABEL	MEFP, MEEA, Secteur privé, PTF	1,0				2 514,1			2 514,1	2 514,1		-
<b>Action 1.3.1.3:</b>	<b>Contrôle des activités et des infrastructures énergétiques</b>										<b>31 302,0</b>	<b>23 802,0</b>	<b>23 802,0</b>	<b>78 906,0</b>	<b>78 906,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.1.3.1	Réaliser l'audit diagnostic du laboratoire de contrôle de la qualité des équipements afin d'assurer la mise	1 Audit diagnostic réalisé	Nombre d'audit réalisé	Rapport d'activités MEMC	MEM C	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0				7 500,0			7 500,0	7 500,0	-	-

	en place de la norme 17025															
Activité 1.3.1.3.2	Suivre les projets d'énergie conventionnelle	3 projets d'énergie conventionnelle sont suivis	Nombre de projets suivis	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0	1,0	1,0	4 000,0	4 000,0	4 000,0	12 000,0	12 000,0	-	-
Activité 1.3.1.3.3	Contrôler les activités des entreprises agréées pour les réseaux et centrales électriques	3 activités des entreprises agréées pour les réseaux et centrales électriques sont contrôlés	Nombre de contrôles réalisés	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0	1,0	1,0	1 500,0	1 500,0	1 500,0	4 500,0	4 500,0	-	-
Activité 1.3.1.3.4	Réaliser des visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques	3 visites d'inspection des entreprises demandant l'agrément technique catégorie réseaux et centrales électriques	Nombre d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0	1,0	1,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	18 000,0	-	-
Activité 1.3.1.3.5	Contrôler et inspecter les infrastructures de stockage et de distribution des produits pétroliers	3 missions de Contrôle et d'inspection des infrastructures de stockage et de distribution des produits pétroliers	Nombre de missions de contrôles et d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0	1,0	1,0	4 000,0	4 000,0	4 000,0	12 000,0	12 000,0	-	-

Activité 1.3.1.3.6	Réaliser des inspections inopinées/programmées des sociétés énergétiques soupçonnées de violation à la réglementation en vigueur	3 inspections inopinées/programmées des sociétés énergétiques soupçonnées de violation à la réglementation en vigueur sont réalisées	Nombre d'inspections réalisées	Rapport d'activités MEMC	MEMC	MEFP, Secteur privé, MEEA	1,0	1,0	1,0	5 802,0	5 802,0	5 802,0	17 406,0	17 406,0	-	-
Activité 1.3.1.3.7	Assurer le contrôle des établissements pétroliers	4410 établissements pétroliers sont contrôlés	Nombre d'établissements pétroliers contrôlés	Rapport d'activités MEMC	MEMC/BU MIGEB	MEFP, Secteur privé, MEEA	1 470,0	1 470,0	1 470,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	7 500,0	7 500,0	-	-
<b>Action 1.3.1.4 :</b>	<b>Promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique</b>									<b>11 837,5</b>	<b>10 540,0</b>	<b>10 540,0</b>	<b>32 917,5</b>	<b>32 917,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.1.4.1	Organiser des ateliers sur les opportunités d'investissement dans la réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations	Les opportunités d'investissements dans la réalisation des audits énergétiques et la mise en œuvre de ses recommandations sont promues	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activités MEMC/ANEREE	MEMC/ANEREE	MEFP	1,0	1,0	1,0	440,0	440,0	440,0	1 320,0	1 320,0	-	-
Activité 1.3.1.4.2	Suivre la consommation énergétique dans	La consommation énergétique dans	Nombre de facture de structures de l'administrati	Rapport d'activités	MEMC/ANEREE	MEFP	120,0	120,0	120,0	1 850,0	1 850,0	1 850,0	5 550,0	5 550,0	-	-

	l'administration publique	l'administration publique est suivie	on publique analysées	MEMC/ANEREE													
Activité 1.3.1.4.4	Suivre le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes	Le projet d'hybridation des bâtiments publics pilotes est réalisé	Disponibilité du rapport global de suivi	Rapport d'activités MEMC/DGE	MEMC/DGE	MEFP	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0	9 000,0	-	-	
Activité 1.3.1.4.5	Surveiller le marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers	La surveillance du marché pour l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers est effective	Rapport global de surveillance	Rapport d'activités MEMC/DGE	MEMC/DGE	MEFP	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0	9 000,0	-	-	
Activité 1.3.1.4.6	Elaborer le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de l'administration publique	Le document du Projet d'analyse et de suivi des factures d'électricité de l'administration publique est élaboré	Document de projet du PAFE est disponible	Rapport d'activités MEMC/DGE	MEMC/DGE	MEFP	1,0	1,0	1,0	2 250,0	2 250,0	2 250,0	6 750,0	6 750,0	-	-	
Activité 1.3.1.4.7	Elaborer une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour soumission	Une note conceptuelle d'un projet de promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments pour	Disponibilité de la note conceptuelle	Rapport d'activités MEMC/ANEREE	MEMC/ANEREE	MEFP, Primature	1,0			1 297,5			1 297,5	1 297,5	-	-	

	au Fond Vert Climat	soumission au Fond Vert Climat est élaborée															
<b>Effet Attendu 1.3.2 : La résilience des infrastructures et des habitats face aux effets des changements climatiques est renforcée</b>										284 237 311,0	229 739,0	256 145 119 410,0	685 586 460,0	483 464 138,0	190 451 000,0	11 671 322,0	
<b>Action 1.3.2.1 :</b>	<b>Développement et entretien du réseau routier classé, la voirie urbaine et les pistes rurales</b>									262 077 670,0	165 540,0	251 140 424 240,0	653 667 450,0	477 716 450,0	175 951 000,0	-	
Activité 1.3.2.1.1	Bitumer des routes résilientes aux changements climatiques	508 km de linéaires de réseau routier classé développés	Linéaire de nouvelles routes bitumées (km)	Rapport d'activité du MID	DGIR	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	137,0	321,0	50,0	57 299 000,0	82 941 000,0	15 826 000,0	156 066 000,0		156 066 000,0	-	
Activité 1.3.2.1.2	Aménager des voiries urbaines résilientes aux changements climatiques	113,15 km de linéaires de voirie urbaine développée	Linéaire de nouvelles voiries bitumées (km)	Rapport d'activité du MID	DGIR	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	63,2	43,0	7,0	131 288 000,0	92 367 000,0	54 950 000,0	278 605 000,0	278 605 000,0		-	
Activité 1.3.2.1.3	Renforcer et réhabiliter des routes	107,5 km de linéaires de routes bitumées renforcées et /réhabilitées	Linéaire de routes bitumées renforcées et /réhabilitées (km)	Rapport d'activité du MID	DGIR	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	76,5	30,8		15 070 000,0	4 815 000,0		19 885 000,0		19 885 000,0	-	
Activité 1.3.2.1.4	Assurer la gestion et l'entretien courant du	21 750 km de linéaires de réseau routier classé entretenus par	Linéaire du réseau routier classé entretenu par	Rapport d'activité du MID	DGER	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	7 000,0	7 250,0	7 500,0	16 515 000,0	17 105 000,0	17 695 000,0	51 315 000,0	51 315 000,0		-	

	réseau routier classé	entretien courant	entretien courant (km)														
Activité 1.3.2.1.5	Assurer la gestion et l'entretien périodique du réseau routier classé	419,2 km de linéaires de réseau routier classé entretenu par entretien périodique	Linéaire du réseau routier classé entretenu par entretien périodique (km)	Rapport d'activité du MID	DGER	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	90,0	219,2	110,0	12 322 120,0	11 592 630,0	12 714 240,0	36 628 990,0	36 628 990,0			-
Activité 1.3.2.1.6	Assurer la gestion et l'entretien des pistes rurales	5 750 km de linéaires de réseau routier de pistes rurales entretenu par entretien courant	Linéaire du réseau de pistes rurales entretenu par entretien courant	Rapport d'activité du MID	DGER	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	1 500,0	2 000,0	2 250,0	6 659 000,0	8 879 000,0	9 989 000,0	25 527 000,0	25 527 000,0			-
Activité 1.3.2.1.7	Aménager de nouvelles pistes rurales	2 120 km de linéaires de réseau de pistes rurales développé	Linéaire de nouvelles pistes rurales aménagées (km)	Rapport d'activité du MID	DGPR	MEEA, CT, Secteur privé, MEFP	620,0	850,0	650,0	22 924 550,0	33 465 910,0	29 250 000,0	85 640 460,0	85 640 460,0			-
<b>Action 1.3.2.1:</b>	<b>Planification de l'extension et de l'occupation de l'espace urbain</b>									<b>440 192,0</b>	<b>640 250,0</b>	<b>290 221,0</b>	<b>1 370 663,0</b>	<b>1 370 663,0</b>			<b>-</b>
Activité 1.3.2.1.1	Réviser le schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO) horizon 2025	Le schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga (SDAGO)	Disponibilité du schéma directeur d'aménagement du grand Ouaga révisé	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	les collectivités et les ministères sectoriels		1,0			100 000,0		100 000,0	100 000,0			-

		horizon 2025 est révisé														
Activité 1.3.2.1.2	Réviser les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de cinq villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à fort défi sécuritaire selon une procédure d'urgence.	5 schémas directeur d'aménagement et d'urbanisme	Nombre de SDAU révisés	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	les collectivités et les ministères sectoriels	2,0	3,0		149 971,0	250 029,0		400 000,0	400 000,0		-
Activité 1.3.2.1.3	Elaborer les Plans d'occupation des sols (POS) des communes	21 rapports définitifs des POS disponibles	Nombre de rapports définitifs de POS élaborés	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	les collectivités et les ministères sectoriels	7,0	7,0	7,0	290 221,0	290 221,0	290 221,0	870 663,0	870 663,0		-
<b>Action 1.3.2.2 :</b>	<b>Valorisation des espaces urbains et ruraux</b>									<b>410 000,0</b>	<b>410 000,0</b>	<b>406 000,0</b>	<b>1 226 000,0</b>	<b>1 200 000,0</b>	<b>-</b>	<b>26 000,0</b>
Activité 1.3.2.2.1:	Résorption des zones d'habitat spontanée dans les 13 capitales régionales et à Pouytenga	13 zones d'habitats spontanés sont restructurés	Nombre de villes ayant leurs zones d'habitat spontané	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	MATDS	5,0	5,0	3,0	10 000,0	10 000,0	6 000,0	26 000,0			26 000,0

			restructurées/ traitées														
Activité 1.3.2.2.2:	Réalisation des premiers lotissements des communes rurales	24 premiers lotissements des communes rurales sont réalisés	Nombre de communes ayant bénéficié de leur 1er lotissement	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	MATDS	8,0	8,0	8,0	400 000,0	400 000,0	400 000,0	1 200 000,0	1 200 000,0			-
<b>Action 1.3.2.3:</b>	<b>Amélioration de l'offre de logement décent et le contrôle du respect des normes et de la réglementation en matière d'architecture et de construction</b>									<b>3 887 661,0</b>	<b>887 661,0</b>	<b>3 887 661,0</b>	<b>11 662 983,0</b>	<b>17 661,0</b>	<b>-</b>	<b>11 645 322,0</b>	
Activité 1.3.2.3.1	Construire des logements sociaux et économiques	971 logements sociaux et économiques sont construits	Nombre de logements construits	Rapport d'activité du MUAFH	SP-PL	MATDS, Secteur privé	971,0	971,0	971,0	3 870 000,0	870 000,0	3 870 000,0	11 610 000,0				11 610 000,0
Activité 1.3.2.3.3	Contrôler le respect de la réglementation des chantiers en matière de construction dans les treize (13) régions	4500 chantiers de construction sont contrôlés dans les 13 régions	Nombre de chantiers de construction contrôlés	Rapport d'activité du MUAFH	MUA FH/D GUV T	MATDS, Secteur privé	4 500,0	4 500,0	4 500,0	17 661,0	17 661,0	17 661,0	52 983,0	17 661,0			35 322,0
<b>Action 1.3.2.4:</b>	<b>Appui à la maîtrise d'ouvrage publique</b>									<b>112 788,0</b>	<b>111 288,0</b>	<b>111 288,0</b>	<b>335 364,0</b>	<b>335 364,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Activité 1.3.2.4.1	Suivre et contrôler des travaux de construction au profit des maîtres	30 projets de construction sont supervisés	Nombre de projets de construction supervisés	Rapport d'activité du MUAFH	ONC- AC	Ministères et institutions	30,0	30,0	30,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	45 000,0	45 000,0			-



	d'ouvrages publiques															
Activité 1.3.2.4.2	Réaliser les études de faisabilité techniques pour la mise en place de l'observatoire national de la qualité des constructions	Le rapport d'étude de faisabilité est disponible	Taux d'exécution	Rapport d'activité du MUAFH	DGAI C	Ministères et institutions	1,0			1 500,0			1 500,0	1 500,0		-
Activité 1.3.2.4.3	Opérationnaliser les Unités d'assistance à la maîtrise d'ouvrage publique (UAMOP) auprès des ministères et institutions	Quatre UAMOP (04) sont fonctionnels	Disponibilité des projets d'arrêtés conjoints portant attribution, fonctionnement et organisation des UAMOP	Rapport d'activité du MUAFH	DGAI C	Ministères et institutions	4,0	4,0	4,0	80 000,0	80 000,0	80 000,0	240 000,0	240 000,0		-
Activité 1.3.2.4.4	Instruire les dossiers de demandes de permis de construire	1500 dossiers de demandes de permis de construire sont instruits	Nombre de permis de construire délivrés	Rapports d'activités CEFAC	DGAI C	CEFAC	1 500,0	1 500,0	1 500,0	500,0	500,0	500,0	1 500,0	1 500,0		-
Activité 1.3.2.4.5	Réaliser les expertises techniques pour l'ouverture des établissements scolaires,	20 expertises techniques sont réalisées	Nombre d'expertises techniques réalisées	Rapport d'activité du MUAFH	DGAI C	Ministères en charge de l'éducation	20,0	20,0	20,0	12 288,0	12 288,0	12 288,0	36 864,0	36 864,0		-

	universitaires et sanitaires																
Activité 1.3.2.4.6	Vulgariser le décret portant recours obligatoire du MUAFH dans les projets de construction	7 rencontres avec les acteurs	Nombre de rencontres avec les acteurs	Rapport d'activité du MUAFH	DGAI C	Ministères et institutions	7,0	7,0	7,0	3 500,0	3 500,0	3 500,0	10 500,0	10 500,0			-
<b>Action 1.3.2.5 :</b>	<b>Aménagement du réseau de drainage des eaux pluviales dans les villes</b>									<b>17 309 000,0</b>	<b>15 000,0</b>	<b>-</b>	<b>17 324 000,0</b>	<b>2 824 000,0</b>	<b>500 000,0</b>	<b>14</b>	<b>-</b>
Activité 1.3.2.5.1	Elaborer des Schémas directeurs de drainage des eaux pluviales (SDDEP)	10 SDDEP élaborés	Nombre de schémas directeurs de drainage des eaux pluviales (SDDEP) élaborés	rapport d'activités du MUAFH	DGU VT	Commune de Ouagadougou	5,0	5,0		150 000,0	15 000,0		165 000,0	165 000,0			-
Activité 1.3.2.5.3	Achever les travaux de la tranche conditionnelle du Projet de renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales de la ville de	9 212 mètres linéaires de caniveaux achevés	Linéaires de caniveaux achevés	Rapport d'activités du PRAVO	PRAVO	BOAD	9 212,0			17 159 000,0			17 159 000,0	2 659 000,0	500 000,0	14	-

	Ouagadougou (PRAVO)															
<b>Effet Attendu 1.3.3 : Les capacités d'adaptation du secteur de la santé aux changements climatiques, pour une meilleure protection de la population sont renforcées</b>										12 872 396,4	950 594,0	8 6 136 127,0	27 959 117,4	-	-	27 959 117,4
<b>Action 1.3.3.1 :</b>	<b>Developpement d'infrastructures de santé adaptées aux effet des CC</b>									6 029 358,0	000 000,0	5 6 000 000,0	17 029 358,0	-	-	17 029 358,0
Activité 1.3.3.1.1	Définir les normes et spécifications techniques de construction des formations sanitaires adaptées aux risques d'inondation	01 norme/spécification technique de construction des formations sanitaires adaptées aux risques d'inondation est définie	Existence de normes spécifications techniques de construction adaptées aux risques d'inondation	Rapport d'activités	MSH P	MHU	1,0			17 279,0			17 279,0			17 279,0
Activité 1.3.3.1.2	Elaborer des normes et standards en infrastructures des établissements de santé adaptés aux effets des changements	Une norme/standard est élaborée	Nombre de normes et standards	Rapport d'activités	MSH P	MHU	1,0			12 079,0			12 079,0			12 079,0
Activité 1.3.3.1.3	Construire des établissements de santé adaptés aux effets des	45 infrastructures sanitaires tiennent compte des	Nombre d'établissements de santé construits	Rapport d'activités	MSH P	MHU	12,0	20,0	23,0	2 000 000,0	3 000 000,0	3 000 000,0	8 000 000,0			8 000 000,0

	changements climatiques	risques liés aux des changements climatiques construites														
Activité 1.3.3.1.4	Réhabiliter des établissements de santé existants adaptés aux changements climatiques	140 infrastructures sanitaires tiennent compte des risques liés aux des changements climatiques réhabilités	Nombre d'établissements de santé réhabilités	Rapport d'activités	MSH P	MHU	30,0	50,0	60,0	2 000 000,0	2 000 000,0	3 000 000,0	7 000 000,0			7 000 000,0
Activité 1.3.3.1.5	Mettre en place des plateformes de systèmes d'incinération (APICC FA 1100 déchets bio médicaux à Ouaga	02 plateformes de systèmes d'incinération (APICC FA 1100 déchets bio médicaux à Ouaga mises en place	Nombre de plateforme de système d'incinération	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	1,0	1,0		2 000 000,0			2 000 000,0			2 000 000,0
<b>Action 1.3.3.2 :</b>	<b>Amélioration des services de santé</b>									<b>3 657 250,2</b>	<b>550 594,0</b>	<b>136 127,0</b>	<b>7 343 971,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 343 971,2</b>
Activité 1.3.3.2.1	Elaborer un plan de formation du personnel sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Un Plan de formation élaboré	Disponibilité du plan de formation élaborés	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	1,0			28 434,8			28 434,8			28 434,8

Activité 1.3.3.2.2	Elaborer un plan de communication pour le changement social et comportemental sur les effets des CC	Un Plan de communication CSC élaboré	Disponibilité du plan de communication élaborés	Rapport d'activités	MSH P	MC	1,0				18 622,4				18 622,4		18 622,4
Activité 1.3.3.2.3	Acquérir des supports de sensibilisations sur les effets des changements climatiques sur la santé	3 supports de sensibilisation sont acquis	Nombre de supports acquis	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	1,0	1,0	1,0		29 800,0				29 800,0		29 800,0
Activité 1.3.3.2.4	Organiser des sessions de sensibilisation à tous les niveaux du système de santé sur les effets des CC	Sessions de sensibilisations organisées par les différents acteurs	Pourcentage de structure qui organise les sessions de sensibilisation	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	150,0	250,0	300,0		29 800,0				29 800,0		29 800,0
Activité 1.3.3.2.5	Intégrer effectivement les changements climatiques dans les curricula de formation des écoles professionnelles de la santé.	Les changements climatiques sont intégrés dans les curricula de formation	Nombre d'actes pris en lien avec l'intégration des changements climatiques dans le cursus scolaire	Rapport d'activités	MSH P	MESS		1,0			14 468,0	14 468,0			28 936,0		28 936,0

Activité 1.3.3.2.6	Former les acteurs sur les maladies sensibles aux changements climatiques	500 acteurs formés sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	150,0	250,0	100,0	3 400 000,0	400 000,0	3	6 800 000,0			800 000,0	6	
Activité 1.3.3.2.7	Former les ressources humaines qualifiées en santé environnement	100 ressources humaines qualifiées en santé environnement formées	Nombre de ressources humaines formées	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	25,0	40,0	35,0	136 125,0	136 126,0	136 127,0	408 378,0				408 378,0	
<b>AXE2 : RECHERCHE/DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CC</b>										<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>2</b>		<b>9</b>		
										458 740,7	543 383,3	641 025,0	643 149,0	703 571,0	959 000,0	980 578,0		
<b>Objectif Stratégique 2.1 : Développer des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en CC</b>										1 141 740,7	243 383,3	2 336 025,0	4 721 149,0	439 071,0	941 000,0	341 078,0	3	
<b>Effet Attendu 2.1.1 : La recherche technique et technologique dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique en matière d'adaptation aux CC est développée</b>										1 107 840,7	233 383,3	2 331 025,0	4 672 249,0	406 671,0	941 000,0	324 578,0	3	
<b>Action 2.1.1.1 :</b>	<b>Développement des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique</b>									945 840,7	548 383,3	596 025,0	2 090 249,0	384 671,0	1 000,0	704 578,0	1	
Activité 2.1.1.1.1	Développer des techniques innovantes d'adaptation aux changements climatiques	1 technique innovante d'adaptation aux changements climatiques développée	Nombre des techniques innovantes d'adaptation aux changements climatiques développées	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH	1,0			3 000,0	-	-	3 000,0	572,0	-		2 428,0	

Activité 2.1.1.1.2	Elaborer un recueil des technologies d'adaptation innovantes pertinentes	Un recueil est élaboré	Disponibilité du recueil	Rapport d'activités du MEEA/DGEVCC	MEEA/DGEVCC	MARAH, MESRI, Secteur privé	1,0			20 000,0	-	-	20 000,0	-	-	20 000,0
Activité 2.1.1.1.3	Développer des technologies de banque fourragères ligneuses herbacées	2 technologies de banque fourragères ligneuses herbacées développées	Nombre de technologies développées	Rapport d'activités du MESRI/INERA	MESRI/INERA	MEEA, MARAH	2,0			27 000,0	-	-	27 000,0	-	-	27 000,0
Activité 2.1.1.1.4	Inventorier les technologies, inventions et innovations de résilience aux effets des changements climatiques générés au Burkina Faso	20 technologies, inventions et innovations de résilience aux effets des changements climatiques générés au Burkina Faso inventoriées	Nombre de technologies, d'inventions et d'innovations inventoriées	Rapport d'activités du MESRI/IRSAT	MESRI/IRSAT	MEEA, MARAH	5,0	10,0	5,0	6 000,0	-	1 000,0	7 000,0	-	1 000,0	6 000,0
Activité 2.1.1.1.5	Mettre au point des technologies et techniques de gestion durable des ressources naturelles respectueuses de l'environnement	4 technologies et techniques de gestion durable des ressources naturelles respectueuses de l'environnement mises au point	Nombre de technologies et techniques	Rapports d'activités	CNRS/IRSAT	INERA, ONEA	4,0	-	-	4 000,0	-	-	4 000,0	-	-	4 000,0

Activité 2.1.1.1.6	Mettre au point des technologies ou variétés de riz à haut rendement	15 technologies ou variétés de riz à haut rendement mises au point	Nombre de technologies/variétés de riz à haut rendement mises au point	Rapport d'activités du MESRI/IRSAT	MERSI/IRSAT	MARAH	5,0	5,0	5,0	181 816,7	181 816,7	181 816,7	545 450,0			545 450,0
Activité 2.1.1.1.7	Mettre au point des techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraichères	12 techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraichères mises au point	Nombre de techniques/technologies performantes d'amélioration de la productivité des cultures maraichères mises au point	Rapport d'activités du MESRI/IRSAT	MERSI/IRSAT	MARAH	3,0	4,0	5,0	139 925,0	186 566,7	233 208,3	559 700,0			559 700,0
Activité 2.1.1.1.8	Mettre en place des technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels	24 technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels mises au point	Nombre de technologies/techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnels mises au point	Rapport d'activités du MESRI/IRSAT	MERSI/IRSAT	MARAH	8,0	8,0	8,0	180 000,0	180 000,0	180 000,0	540 000,0			540 000,0
Activité 2.1.1.1.9	Poursuivre les travaux de validation du code pétrolier	Code pétrolier validé	Disponibilité du code pétrolier	Rapport d'activités du MEMC	MEMC/BU MIGEB	MERSI	1,0			50 000,0			50 000,0	50 000,0		-



Activité 2.1.1.1.10	Réaliser les études d'amélioration des connaissances du potentiel en hydrocarbures des bassins sédimentaires	Un rapport d'étude est disponible	Disponibilité de rapports d'étude	Rapport d'activités du MEMC	MEMC/BU MIGEB	MERSI	1,0				334 099,0		334 099,0	334 099,0	-	-	
<b>Action 2.1.1.3 :</b>	<b>Amélioration des connaissances dans les domaines agro-sylvo-pastorale et hydrologique</b>									<b>162 000,0</b>	<b>685 000,0</b>	<b>1 735 000,0</b>	<b>2 582 000,0</b>	<b>22 000,0</b>	<b>940 000,0</b>	<b>620 000,0</b>	<b>1</b>
Activité 2.1.1.3.1	Réaliser un inventaire des arbres de villes	1 inventaire des arbres de villes est réalisé	Nombre d'inventaire	Rapport d'inventaire	DGEF	INERA, Universités, Collectivités, MEEA, Projets	0	1	1	-	100 000,0	200 000,0	300 000,0			300 000,0	
Activité 2.1.1.3.2	Réaliser des inventaires forestiers dans les espaces de conservation	9 inventaires dans les espaces de conservation sont réalisés	Nombre d'inventaire	Rapport d'inventaire	DGEF	ONG TreeAid, DRE, Projets	3	3	3	30 000,0	30 000,0	30 000,0	90 000,0			90 000,0	
Activité 2.1.1.3.3	Cartographier des sites de reboisement	21 sites sont cartographiés	Nombre de site	Rapport et Base de données	DGEF	MEEA, P3R, Projets et Programmes	7	7	7	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0			15 000,0	
Activité 2.1.1.3.4	Produire de base de données à travers Google Earth des sites de reboisement	3 bases de données est disponibles	Nombre de base de données	Base de données	DGEF	MEEA, P3R, Projets et Programmes	1	1	1	1 000,0	1 000,0	1 000,0	3 000,0			3 000,0	

Activité 2.1.1.3.5	Organiser des échanges en lien avec la gestion durable au programme dans les lycées et écoles supérieures	45 sessions d'échanges sur des thématiques environnementales au programme des lycées et écoles supérieures sont organisés	Nombre d'échanges dans des lycées et écoles organisés	Rapports	DFR	MENA/PLN	15	15	15	10 000,0	10 000,0	10 000,0	30 000,0			30 000,0
Activité 2.1.1.3.6	Organiser une compétition inter-clubs écocitoyens sur les pratiques écocitoyennes	Une compétition inter-clubs écocitoyens organisée	Une compétition inter-clubs écocitoyen est organisée	Rapports	DFR	MENA/PLN	1	1	1	30 000,0	30 000,0	30 000,0	90 000,0			90 000,0
Activité 2.1.1.3.7	Réaliser des émissions audiovisuelles de sensibilisation sur les bonnes pratiques	3 émissions de sensibilisation sont organisées	Nombre d'émissions réalisées	Supports audiovisuels	DFR	Radio Rurale/RTB	1	1	1	50 000,0	50 000,0	50 000,0	150 000,0			150 000,0
Activité 2.1.1.3.8	Appuyer à la vulgarisation de résultats de recherche en lien avec la foresterie	4 résultats de la recherche dans le domaine de la foresterie sont appuyés	Nombre de supports de vulgarisation réalisés ; Nombre de personnes formées	Supports d'information/sensibilisation; Rapports	DFR	ANVAR/CNRST	1	2	1	3 000,0	6 000,0	3 000,0	12 000,0		1 000,0	11 000,0
Activité 2.1.1.3.9	Elaborer des notes décennaires d'information hydrologiques	54 notes décennaires d'information	Nombre de notes décennaires d'information	Rapport d'activités	DGRE	MTMUSR	18	18	18	-	-	-	-	1 000,0	-	- 1 000,0

		hydrologiques élaborées	hydrologiques élaborées														
Activité 2.1.1.3.10	Elaborer des bulletins hydrologiques mensuels	36 bulletins hydrologiques mensuels élaborés	Nombre de bulletins hydrologiques mensuels élaborés	Rapport d'activités	DGRE	MTMUSR	12	12	12	1 000,0	1 000,0	1 000,0	3 000,0	2 000,0	-		1 000,0
Activité 2.1.1.3.11	Elaborer les documents de synthèse des ressources en eau	3 documents de synthèse des ressources en eau élaborés	Disponibilité du document de synthèse de suivi des ressources en eau	Rapport d'activités	DGRE	Secteur privé	1	1	1	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	19 000,0	-		- 1 000,0
Activité 2.1.1.3.12	Acquérir des niveaux topographiques	08 niveaux topographiques acquis	Nombre de niveaux topographiques acquis	Rapport d'activités	DGRE	MEFP, Secteur privé	0	8	0	-	320 000,0	-	320 000,0	-		320 000,0	-
Activité 2.1.1.3.13	Acquérir des bateaux à moteur pneumatique hors-bord	5 bateaux à moteur pneumatique hors-bord acquis	Nombre de Bateaux acquis	Rapport d'activités	DGRE	MEFP, Secteur privé	0	0	5	-	-	300 000,0	300 000,0	-		-	300 000,0
Activité 2.1.1.3.14	Acquérir des ADCP	5 ADCP acquis	Nombre d'ADCP sont acquis	Rapport d'activités	DGRE	MEFP, Secteur privé	0	0	5	-	-	300 000,0	300 000,0	-		-	300 000,0
Activité 2.1.1.3.15	Effectuer des campagnes de jaugeages	03campagnes de jaugeages effectuées	Nombre de campagnes de jaugeages effectuées	Rapport d'activités	DGRE	Secteur privé	1	1	1	26 000,0	26 000,0	26 000,0	78 000,0	-		79 000,0	- 1 000,0

Activité 2.1.1.3.16	Réaliser des études bathymétriques de retenues d'eau	85 études bathymétriques de retenues d'eau réalisées	Nombre d'études bathymétriques de retenues d'eau réalisées	Rapport d'activités	DGRE	Secteur privé, CT, MESRI	0	0	85	-	-	540 000,0	540 000,0	-	540 000,0	-
Activité 2.1.1.3.17	Réaliser une étude d'identification des zones de recharge à l'échelle des sous bassins versants par des approches isotopiques et géochimique	Une étude d'identification des zones de recharge réalisée	Disponibilité d'un rapport d'étude d'identification des zones de recharge	Rapport d'activités	DGRE	MESRI, Secteur privé	0	0	1	-	-	156 000,0	156 000,0	-	-	156 000,0
Activité 2.1.1.3.18	Réaliser des études sur les modèles de gestion des bassins versant	2 études sur les modèles de gestion des bassins versants réalisées	Nombre d'études sur les modèles de gestion des bassins versants réalisés	Rapports d'étude	DGRE	MESRI, Secteur privé	0	1	1	-	100 000,0	77 000,0	177 000,0	-	-	177 000,0
<b>Effet attendu 2.1.2 : La recherche technique et technologique dans les domaines de la santé et des infrastructures de l'habitat et de l'énergie en matière d'adaptation aux CC est développée</b>										33 900,0	10 000,0	5 000,0	48 900,0	32 400,0	-	16 500,0
<b>Action 2.1.2.1 : Développement de matériaux de construction et des modèles de réalisation d'habitats résilient au CC</b>										30 000,0	5 000,0	-	35 000,0	30 000,0	-	5 000,0

Activité 2.1.2.1.1	Elaborer le référentiel conceptuel des bâtiments administratifs	Référentiel élaboré	Disponibilité du référentiel	Rapports d'activités MUAFH	DGAI C	MEFP, MESRSI, MCAT, MEEA, ANEERE, ABNORM, OAB, OIGC, 2IE	1,0			30 000,0			30 000,0	30 000,0		-
Activité 2.1.2.1.1	Réaliser une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction	Une étude sur les déterminants de l'adoption des techniques et technologies de construction	Disponibilité de l'étude	Rapports d'activités MUAFH	DGAI C	MEFP, MESRSI, MCAT, MEEA, ANEERE, ABNORM, OAB, OIGC, 2IE		1,0			5 000,0		5 000,0			5 000,0
<b>Action 2.1.2.3 : Renforcement de la recherche dans le domaine de la santé en matière d'adaptation en CC</b>										<b>3 900,0</b>	<b>5 000,0</b>	<b>5 000,0</b>	<b>13 900,0</b>	<b>2 400,0</b>	<b>-</b>	<b>11 500,0</b>
Activité 1.1.1.1.1	Définir les priorités en recherche sur la santé et les changements climatiques	Les priorités de recherche sont définies	Existence d'un document de définition des priorités	Rapports d'activités	MSH P	MESRI	1,0	1,0	1,0	3 900			3 900,0	900,0		3 000,0
Activité 1.1.1.1.2	Réaliser des études sur la santé et les changements climatiques	3 études sont réalisées	Nombre d'études menées	Rapports d'études	MSH P	MESRI		1,0	2,0		5 000,0	5 000,0	10 000,0	1 500,0		8 500,0
<b>Objectif Stratégique 2.2 : Améliorer l'adoption des techniques et technologies innovantes en matière d'adaptation en CC</b>										<b>2 317 000,0</b>	<b>300 000,0</b>	<b>3 305 000,0</b>	<b>8 922 000,0</b>	<b>2 264 500,0</b>	<b>18 000,0</b>	<b>639 500,0</b>

<b>Effet Attendu 2.2.1 : La diffusion des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation sont accrues</b>											2 237 000,0	270 000,0	3 265 000,0	8 772 000,0	2 264 500,0	18 000,0	489 500,0
<b>Action 2.2.1.1 : Disponibilisation des résultats de la recherche au profit des acteurs</b>											2 158 000,0	178 000,0	3 175 000,0	8 511 000,0	2 264 500,0	-	246 500,0
Activité 2.2.1.1.1	Organiser les journées scientifiques de l'INSS	3 éditions des journées scientifiques de l'INSS organisées	Edition des journées scientifiques organisée	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0	9 000,0	-	-	
Activité 2.2.1.1.2	Organiser des séminaires scientifiques de l'INSS	30 séminaires scientifiques de l'INSS organisés	Nombre de séminaires organisés	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH	10,0	10,0	10,0	2 000,0	2 000,0	2 000,0	6 000,0	5 500,0	-	500,0	
Activité 2.2.1.1.3	Elaborer/actualiser un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques	Un répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques élaboré/actualisé	Disponibilité du répertoire de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH	1,0			3 000,0	-	-	3 000,0	-	-	3 000,0	
Activité 2.2.1.1.4	Réaliser une étude sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques	Une étude réalisée sur les facteurs d'adoption des bonnes pratiques d'adaptation aux	Disponibilité du rapport d'étude réalisé	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH		1,0		-	3 000,0	-	3 000,0	-	-	3 000,0	

		changements climatiques														
Activité 2.2.1.1.9	Mettre à la disposition des acteurs les technologies innovantes	17 technologies mises à la disposition des acteurs	Nombre de technologies mises à la disposition des acteurs	Rapport d'activités du MEEA/D GEVCC	MEEA/DG EVCC	MARAH, MESRI, MEMC, MUAFH, MDICAP ME	5,0	6,0	6,0	100 000,0	120 000,0	120 000,0	340 000,0	-	-	340 000,0
Activité 2.2.1.1.12	Acquérir des kits solaires au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	450 kits solaires acquis au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	Nombre de kits solaires au profit des Personnes déplacées internes (PDI)	Rapport annuel d'activités	MEMC/AN ERER	Secteur privé, MEFP, CT	150,0	150,0	150,0	50 000,0	50 000,0	50 000,0	150 000,0	50 000,0	-	100 000,0
Activité 2.2.1.1.13	Installer kits solaires sociocommunautaires et productifs dans le cadre du plan d'urgence composante 2	1125 de kits solaires sociocommunautaires et productifs fournis et l'installés dans le cadre du plan d'urgence composante 2 achevés	Nombre de kits solaires installés	Rapport annuel d'activités	MEMC/AB ER	Secteur privé, MEFP, CT	375,0	375,0	375,0	1 000 000,0	1 000 000,0	1 000 000,0	3 000 000,0	1 000 000,0	-	2 000 000,0
Activité 2.2.1.1.14	Construire de quinze (15) systèmes d'énergie productive à travers le	45 systèmes d'énergie productive à travers le pompage solaire réalisés	Nombre de systèmes d'énergie productive à travers le	Rapport annuel d'activités	MEMC/AB ER	Secteur privé, MEFP, CT	15,0	15,0	15,0	300 000,0	300 000,0	300 000,0	900 000,0	300 000,0	-	600 000,0

	pompape solaire dans 15 localités au titre du Plan d'urgence (composante 3)		pompape solaire														
Activité 2.2.1.1.15	Installer des lampadaires solaires, de kits et boutiques énergétiques sociocommunitaires au profit des zones abritant des personnes déplacées internes et à fort défi sécuritaire (TDE)	1 000 lampadaires solaires installés et fonctionnels au profit des zones abritant des personnes déplacées internes et à fort défi sécuritaire (TDE)	Nombre lampadaires solaires sont installés et fonctionnels au profit des zones abritant des personnes déplacées internes et à fort défi sécuritaire (TDE)	Rapport annuel d'activités	MEM C/ABER	Secteur privé, MEFP, CT	1 000,0	1 000,0	1 000,0	700 000,0	700 000,0	700 000,0	2 100 000,0	700 000,0	-	1 400 000,0	
Activité 2.2.1.1.16	Valoriser les résultats de la recherche sur la santé et les changements climatiques	les résultats de la recherche sont valorisés	Nombre de résultats de recherche diffusés	rapport d'activités	MSHP	MESRI		1	1		1000000	1000000	2 000 000,0	200000		1 800 000,0	
<b>Action 2.2.1.2 : Renforcement des capacités techniques des acteurs</b>										<b>79 000,0</b>	<b>92 000,0</b>	<b>90 000,0</b>	<b>261 000,0</b>	<b>-</b>	<b>18 000,0</b>	<b>243 000,0</b>	
Activité 2.2.1.2.1	Organiser des sessions de formation des acteurs sur les bonnes pratiques	2 sessions de formation des acteurs organisées sur les bonnes	Nombre de sessions de formation des acteurs organisées	Rapport d'activités du MESRI/INSS	MESRI/INSS	MEEA, MARAH		2,0			-	3 000,0	-	3 000,0	-	-	3 000,0



	endogènes d'adaptation aux changements climatiques	pratiques endogènes d'adaptation aux changements climatiques														
Activité 2.2.1.2.2	Sensibiliser les acteurs sur les thématiques en lien avec les changements climatiques	165 000 acteurs sensibilisés sur les thématiques en lien avec les changements climatiques	Nombre d'acteurs sensibilisés	Rapport d'activités du MEEA/D GEVCC	MEEA/DG EVCC	MARAH, MDICAP ME, MESRI	50 000,0	55 000,0	60 000,0	30 000,0	35 000,0	40 000,0	105 000,0	-	-	105 000,0
Activité 2.2.1.2.3	Organiser des sessions de démonstrations/formations sur les techniques d'adaptation	750 sessions de démonstrations/formations organisées sur les techniques d'adaptation	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEEA/D GEVCC	MEEA/DG EVCC	MARAH, MESRI, MEMC, MUAFH	200,0	250,0	300,0	40 000,0	45 000,0	50 000,0	135 000,0	-	-	135 000,0
Activité 2.2.1.2.4	Sensibiliser les personnes en situation de handicap sur les changements climatiques (Bonnes pratiques d'adaptation)	2 sessions de sensibilisation organisées sur les changements climatiques (Bonnes pratiques d'adaptation)	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEFP/SPONG	SPONG/Benkadi	MEEA	1,0	1,0	-	3 000,0	3 000,0	-	6 000,0	-	6 000,0	-
Activité 2.2.1.2.5	Former les personnes (handicapées) sur leurs rôles et implications dans les actions	2 sessions de sensibilisation organisées sur leurs rôles et implications dans les actions	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités du MEFP/SPONG	SPONG/Benkadi	MEEA	1,0	1,0	-	3 000,0	3 000,0	-	6 000,0	-	6 000,0	-

	de lutte contre les CC	de lutte contre les CC															
Activité 2.2.1.2.6	Former les personnes (handicapées) sur leurs rôles et implications dans les actions de lutte contre les CC	2 sessions de sensibilisation organisées sur leurs rôles et implications dans les actions de lutte contre les CC	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activité du MEFP/SP ONG	SPON G/Ben kadi	MEEA	1,0	1,0	-	3 000,0	3 000,0	-	6 000,0	-	6 000,0	-	
<b>Effet Attendu 2.2.2 : La capitalisation des résultats de la recherche et de l'innovation est renforcée</b>										80 000,0	30 000,0	40 000,0	150 000,0	-	-	150 000,0	
<b>Action 2.2.2.1 : renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral et hydrologique</b>										40 000,0	15 000,0	20 000,0	75 000,0	-	-	75 000,0	
Activité 2.2.2.1.1	Actualiser la base de données sur les RII	La base de données sur les RII actualisée	Nombre d'ateliers de capitalisation organisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA,MA RAH	2,0	-	2,0	20 000,0	-	20 000,0	40 000,0			40 000,0	
Activité 2.2.2.1.2	Elaborer un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés est élaboré	Nombre de catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA,MA RAH		1,0			15 000,0		15 000,0			15 000,0	
Activité 2.2.1.1.6	Elaborer un répertoire des acteurs (inventeurs,	Un répertoire est élaboré	Disponibilité du répertoire	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEEA,MA RAH	1,0			20 000,0	-	-	20 000,0	-	-	20 000,0	

	innovateurs et utilisateurs															
<b>Action 2.2.2.2 : renforcement de la capitalisation des résultats de la recherche dans les domaines de la santé, de l'énergie, des infrastructures et de l'habitat</b>										40 000,0	15 000,0	20 000,0	75 000,0	-	-	75 000,0
Activité 2.2.2.1.1	Actualiser la base de données sur les RII	Des ateliers de capitalisation des travaux de la recherche dans le domaine de l'AEUE sont organisés	Nombre d'ateliers de capitalisation organisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEMC, MUAFH, MSHP	2,0	-	2,0	20 000,0	-	20 000,0	40 000,0			40 000,0
Activité 2.2.2.1.2	Elaborer un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Un catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés est élaboré	Nombre de catalogue des technologies, inventions et innovations valorisés	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEMC, MUAFH, MSHP		1,0			15 000,0		15 000,0			15 000,0
Activité 2.2.1.1.6	Elaborer un répertoire des acteurs (inventeurs, innovateurs et utilisateurs	Un répertoire est élaboré	Disponibilité du répertoire	Rapport d'activités MERSI	MERS RI	MEMC, MUAFH, MSHP	1,0			20 000,0	-	-	20 000,0	-	-	20 000,0
<b>AXE 3 : GOUVERNANCE DES INTERVENTIONS EN MATIERE D'ADAPTATION AUX CC</b>										6 338 388,3	3 481 700,0	279 900,0	10 099 988,3	18 900,0	168 000,0	9 913 088,3
<b>Objectif Stratégique 3.1 : Renforcer le cadre politique, juridique, institutionnel et organisationnel</b>										3 440 088,3	566 400,0	241 400,0	4 247 888,3	900,0	158 000,0	4 088 988,3

Effet Attendu 3.1.1 : Le cadre politique et juridique est renforcé											3 376 688,3	510 000,0	185 000,0	4 071 688,3	900,0	142 000,0	928 788,3
<b>Action 3.1.1.1 :</b>	<b>Renforcement du cadre politique</b>										<b>125 000,0</b>	<b>70 000,0</b>	<b>105 000,0</b>	<b>300 000,0</b>	<b>-</b>	<b>22 000,0</b>	<b>278 000,0</b>
Activité 3.1.1.1.1	Diffuser la loi d'orientation sur le développement durable (LODD)	8 sessions de diffusion de la Loi d'orientation sur le développement durable organisées	Nombre de sessions de diffusion organisées	Rapports d'activités MEEA	SP/C NDD/ MEEA	CT, Secteur privé, ONG/ADF, Médias	8,0	-	-	5 000,0	-	-	5 000,0	-	-	5 000,0	
Activité 3.1.1.1.2	Appuyer la révision des PLD pour prendre en compte les thématiques E/DD	Des PLD sont révisés pour prendre en compte des thématiques E/DD	Nombres de PLD révisés prenant en compte des thématiques E/DD	Rapport d'activité MEEA/S P-CNDD	MEEA/SP-CND D	MEFP, MATDS, Collectivité Territoriale	10,0	10,0	15,0	50 000,0	50 000,0	75 000,0	175 000,0	-	12 000,0	163 000,0	
Activité 3.1.1.1.3	Organiser des ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement	Des ateliers de diffusion du guide de prise en compte des thématiques E/DD dans les référentiels de développement sont organisés	Nombre d'ateliers de diffusion organisés	Rapport d'activité MEEA/S P-CNDD	MEEA/SP-CND D	Luxdev	10,0	10,0	15,0	20 000,0	20 000,0	30 000,0	70 000,0	-	10 000,0	60 000,0	
Activité 3.1.1.1.4	Appuyer la révision de documents stratégiques (PS-	Deux documents stratégiques sont révisés	Nombre de documents stratégiques révisés	Rapport d'activité MARAH	SP/CP SA	Ministères du secteur, MEFP	2,0	-	-	50 000,0	-	-	50 000,0	-	-	50 000,0	

	PASP et PNIASP) pour prendre en compte les thématiques E/DD	pour prendre en compte des thématiques E/DD		/SP-CPSA													
<b>Action 1.3.3.3 :</b>	<b>Renforcement du leadership et de la gouvernance en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques dans le secteur de la santé</b>										<b>3 185 788,3</b>	<b>400 000,0</b>	<b>-</b>	<b>3 585 788,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 585 788,3</b>
Activité 1.3.3.3.3	Intégrer les changements climatiques dans les politiques et stratégies de la santé du Burkina Faso	Les changements climatiques sont intégrés dans les politiques et stratégies de la santé du Burkina Faso	Pourcentage de stratégie qui intègre les CC	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	3,0	3,0	4,0	2 000 000,0			2 000 000,0			2 000 000,0	
Activité 1.3.3.3.4	Intégrer les liens climatiques, sanitaires et environnementaux dans les programmes d'enseignement de santé à tous les niveaux	Les liens climatiques, sanitaires et environnementaux sont intégrés dans les programmes d'enseignement de santé à tous les niveaux	Nombre de programmes dont les climatiques sanitaires sont intégrés	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	1,0	2,0	2,0	1 180 000,0			1 180 000,0			1 180 000,0	
Activité 1.3.3.3.5	Intégrer la santé dans les plans de gestion des catastrophes	La santé est intégrée dans les plans de	Nombre de plans de gestion	Rapport d'activités	MSH P	MEEA		1,0		5 788,3			5 788,3			5 788,3	

		gestion des catastrophes	intégrant la santé													
Activité 1.3.3.3.6	Mettre en place un centre de veille sanitaire	Centre de veille sanitaire mis en place	nombre	Rapport d'activités	MSHP	MEEA		1,0			400 000,0		400 000,0			400 000,0
<b>Action 3.1.1.2 :</b>	<b>Renforcement du cadre juridique</b>									<b>65 900,0</b>	<b>40 000,0</b>	<b>80 000,0</b>	<b>185 900,0</b>	<b>900,0</b>	<b>120 000,0</b>	<b>65 000,0</b>
Activité 3.1.1.2.1	Elaborer la loi sur les changements climatiques	La loi sur les changements climatiques est élaborée	Disponibilité du projet de loi sur les changements climatiques	Rapport d'activités SP/CND D	MEEA	MARAH, Primature, MEFP		1,0			50 000,0		50 000,0			50 000,0
Activité 3.1.1.2.2	Elaboré l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso	L'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso est élaboré	Disponibilité de l'arrêté de mise en place des organes de suivi et d'orientation du cadre normalisé de crédit au Burkina Faso	Rapport d'activités SP/CND D	MEEA	Ministères membres du CNC, PTF		1,0		5 000,0			5 000,0			5 000,0
Activité 3.1.1.2.3	Elaborer le décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso	Le décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso est élaboré	Disponibilité du décret sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Parie au Burkina Faso	Rapport d'activités SP/CND D	MEEA	Ministères membres du MRV, PTF		1,0		10 000,0			10 000,0			10 000,0

Activité 3.1.1.2.4	Réviser le décret sur les zones inondables et submersibles de la ville de Ouagadougou	Le décret sur les zones inondables et submersible est révisé	Disponibilité du décret sur les zones inondables et submersible révisé	Rapport d'activité du MUAFH	DGU VT	Commune de Ouagadougou	1,0			900,0			900,0	900,0		-
Activité 3.1.1.2.5	Organiser des sessions de formation au profit des acteurs sur les textes juridiques relatifs à l'adaptation aux changements climatiques	26 sessions de formation sont organisées	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activité MEEA/SP/REDD+	SP/C NDD	MARAH, MEMC, Collectivité Territoriale	10,0	10,0	6,0	30 000,0	30 000,0	20 000,0	80 000,0	-	80 000,0	-
Activité 3.1.1.2.6	Sensibiliser les populations sur les textes juridiques relatifs à l'adaptation aux changements climatiques	15 sessions de sensibilisation sont organisées	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	Rapport d'activité MEEA/SP/REDD+	SP/C NDD	Collectivité Territoriale	5,0	5,0	5,0	20 000,0	10 000,0	10 000,0	40 000,0	-	40 000,0	-
<b>Effet Attendu 3.1.2 : Le cadre institutionnel est renforcé</b>										<b>63 400,0</b>	<b>56 400,0</b>	<b>56 400,0</b>	<b>176 200,0</b>	<b>-</b>	<b>16 000,0</b>	<b>160 200,0</b>
<b>Action 3.1.2.1 : Renforcement de la coordination et le pilotage et des interventions</b>										<b>29 400,0</b>	<b>22 400,0</b>	<b>22 400,0</b>	<b>74 200,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>74 200,0</b>
Activité 3.1.2.1.1	Mettre en place le comité de pilotage du PNA	Mettre en place le comité de pilotage du PNA	Existence du comité de pilotage du PNA	Rapport d'activités du SP/CND D	SP/C NDD	MARAH, CT, Société civile, MEMC,	1,0	-	-	7 000,0	-	-	7 000,0	-		7 000,0

Activité 3.1.2.1.2	Tenir les sessions du comité national de pilotage	6 sessions du comité national de pilotage tenues	Nombre de sessions du comité national de pilotage tenues	Rapport d'activités du SP/CND D	SP/C NDD	MARAH, CT, Société civile, MEMC,	2,0	2,0	2,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	-		18 000,0
Activité 3.1.2.1.3	Tenir les sessions du comité nationale de rapportage	6 sessions du comité nationale de rapportage tenues	Nombre de sessions du comité nationale de rapportage tenues	Rapport d'activités du SP/CND D	SP/C NDD	Ministères membres des comités sectoriels thématiques CT, Société civile, MEMC,	2,0	2,0	2,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	-		18 000,0
Activité 3.1.2.1.4	Tenir les sessions des groupes thématiques au niveau régional	26 sessions des groupes thématiques au niveau régional tenues	Nombre de sessions des groupes thématiques au niveau régional tenues	Rapport d'activités du DREA	DREA	MARAH, CT, Société civile, MEMC,	26,0	26,0	26,0	5 200,0	5 200,0	5 200,0	15 600,0	-		15 600,0
Activité 3.1.2.1.5	Tenir les sessions des conseils de direction	26 sessions des conseils de direction organisées	Nombre de sessions des conseils de direction organisées	Rapport d'activités du DREA, DRE	DREA, DRE	MARAH, CT, Société civile, MEMC,	26,0	26,0	26,0	5 200,0	5 200,0	5 200,0	15 600,0	-		15 600,0
<b>Action 3.1.2.1 : Renforcement de la concertation entre les acteurs</b>										34 000,0	34 000,0	34 000,0	102 000,0	-	16 000,0	86 000,0



Activité 3.1.2.1.1	Tenir les sessions du cadre de concertation unique des conventions (CCUC)	03 sessions du CCUC sont tenues	Nombre de sessions du CCUC tenues	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	MARAH, CT, Société civile	1,0	1,0	1,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0	-	4 000,0	17 000,0
Activité 3.1.2.1.2	Tenir les sessions du comité national changement climatique	03 sessions du CNACC sont tenues	Nombre de sessions du CNACC tenues	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	MARAH, CT, Société civile	1,0	1,0	1,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0	-	4 000,0	17 000,0
Activité 3.1.2.1.3	Tenir les sessions du cadre de concertations des structures focales nationales sur la mobilisation de la finance climat	03 sessions du cadre de concertations des structures focales nationales sur la mobilisation de la finance climat sont tenues	Nombre de sessions tenues	Rapports d'activités DGCOOP	DGC OOP	MEEA, Primature, SPONG	1,0	1,0	1,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	4 000,0	11 000,0
Activité 3.1.2.1.4	Tenir les sessions de la plateforme nationale REDD+	03 sessions de la plateforme nationale REDD+ sont tenues	Nombre de sessions de la plateforme nationale REDD+ tenues	Rapport d'activités MEEA/SP/REDD+	SP/RE DD+	Toutes les structures impliquées dans le processus REDD+	1,0	1,0	1,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	4 000,0	11 000,0
Activité 3.1.2.1.5	Tenir les sessions de la plateforme nationale des OSC sur la REDD+	03 sessions de la plateforme nationale des OSC sur la REDD+ tenues	Nombre de sessions de la plateforme nationale des OSC sur la	Rapport d'activités MEEA/SP/REDD+	SP/RE DD+	OSC	1,0	1,0	1,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	-	15 000,0

			REDD+ tenues														
Activité 3.1.2.1.6	Tenir les sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres	06 sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres sont tenues	Nombre de sessions de la coalition nationale pour la gestion durable des terres tenues	Rapport d'activités SP/CPSA/MARA H	MARAH/SP/CPSA	SPONG, MEEA	2,0	2,0	2,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	-	15 000,0	
<b>Objectif Stratégique 3.2 : Renforcer les dispositifs de suivi évaluation et de mobilisation des ressources financières</b>										2 898 300,0	915 300,0	2 38 500,0	5 852 100,0	18 000,0	10 000,0	824 100,0	
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La mobilisation des ressources financière est améliorée</b>										2 875 300,0	852 300,0	2 15 500,0	5 743 100,0	-	10 000,0	733 100,0	
<b>Action 3.2.1.1 :</b>	<b>Renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de mobilisation des ressources financières</b>									2 847 800,0	844 800,0	2 8 000,0	5 700 600,0	-	10 000,0	690 600,0	
Activité 3.2.1.1.1	Organiser des sessions de formation sur la finance climat	3 sessions de formation sur la finance climat sont organisées	Nombre de sessions de formation sur la finance climat organisées	Rapport d'activités SP/CND D	SP/CNDD	Ministères partenaires	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0		3 000,0	6 000,0	
Activité 3.2.1.1.2	Organiser des rencontres de concertations avec les acteurs intervenant dans	6 rencontres de concertations avec les acteurs intervenant dans la finance	Nombre de rencontres de concertations avec les acteurs intervenant	Rapport d'activités SP/RED D+	SP/REDD+	Ministères partenaires	2,0	2,0	2,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	3 000,0		1 000,0	2 000,0	

	la finance carbone ;	carbone sont organisées	dans la finance carbone organisées													
Activité 3.2.1.1.3	Organiser des rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone	6 rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone sont organisées	Nombre de rencontres avec des partenaires intermédiaires entre l'offre et la demande de crédits carbone organisées	Rapport d'activités SP/RED D+	SP/RE DD+	PTF, Secteur privé	2,0	2,0	2,0	1 000,0	1 000,0	1 000,0	3 000,0			3 000,0
Activité 3.2.1.1.5	Organiser des sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone.	8 sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone sont organisées	Nombre des sessions de concertations avec l'ensemble des parties prenantes du cadre normalisé d'attribution du crédit carbone organisées	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	Ministères partenaires	4,0	2,0	2,0	6 000,0	3 000,0	3 000,0	12 000,0		6 000,0	6 000,0
Activité 1.1.2.4.1	Accompagner les promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaires et Financer les	18 912 promoteurs de microprojets et de sous projets financés	Nombre de promoteurs de microprojets et de sous-	Rapports bilan des activités du MARAH	MARAH	Projets et Programmes	9 456,0	9 456,0		2 836 800,0	836 800,0	2	5 673 600,0	-	-	5 673 600,0

	projets, les microprojets et sous-projets dans le domaine de l'élevage		projets dans le domaine de l'élevage financés														
<b>Action 3.2.1.2 :</b>	<b>Développement des outils de mobilisation des ressources financières</b>										<b>27 500,0</b>	<b>7 500,0</b>	<b>7 500,0</b>	<b>42 500,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42 500,0</b>
Activité 3.2.1.2.1	Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA	Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA	Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PNA	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	MEEA, MARAH, MESRI, MEFP	-	1,0	-	20 000,0			20 000,0			20 000,0	
Activité 3.2.1.1.4	Elaborer des notes conceptuelles de projets et programmes PNA	Elaborer des notes conceptuelles de projets et programmes PNA	Elaborer des notes conceptuelles de projets et programmes PNA	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	Primature, PTF, MARAH, MEMC		1,0	1,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0			21 000,0	
Activité 3.2.1.2.10	Faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières	Faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières	Faire des plaidoyers auprès des acteurs pour la mobilisation de ressources financières	Rapport d'activités SP/CND D	SP/C NDD	MEFP	1,0	1,0	1,0	500,0	500,0	500,0	1 500,0			1 500,0	
<b>Effet Attendu 3.2.2 : La planification des interventions en matière de résilience climatique est assurée</b>										<b>23 000,0</b>	<b>63 000,0</b>	<b>23 000,0</b>	<b>109 000,0</b>	<b>18 000,0</b>	<b>-</b>	<b>91 000,0</b>	

<b>Action 3.2.2.1 :</b>	<b>Programmation des interventions</b>									<b>14 000,0</b>	<b>14 000,0</b>	<b>14 000,0</b>	<b>42 000,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42 000,0</b>
Activité 3.2.2.1.7	Actualiser le PAO du PNA	Le PAO du PNA est actualisé	Nombre de PAO actualisé	Rapport d'activités du MEEA/S P/CNDD	MEE A/SP/ CND D	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSHP,, MEFP, CT	1,0	1,0	1,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0	-	-	21 000,0
Activité 3.2.2.1.2	Elaborer le PTBA	PNA diffusée	Nombre de PTBA élaborés	Rapport d'activités du MEEA/S P/CNDD	MEE A/SP/ CND D	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSHP,, MEFP, CT	1,0	1,0	1,0	7 000,0	7 000,0	7 000,0	21 000,0	-	-	21 000,0
<b>Action 3.2.2.1 :</b>	<b>Renforcement du dispositif de suivi évaluation</b>									<b>9 000,0</b>	<b>49 000,0</b>	<b>9 000,0</b>	<b>67 000,0</b>	<b>18 000,0</b>	<b>-</b>	<b>49 000,0</b>
Activité 3.2.2.1.3	Elaborer les rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du PNA	6 rapports périodiques sont élaborés	Nombre de rapports élaborés	Rapport d'activités MEEA	MEE A/DG ESS	PTF, CT, Autres ministères	2,0	2,0	2,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	18 000,0	-	-
Activité 3.2.2.1.5	Elaborer le manuel de suivi-évaluation du PNA	le manuel de suivi-évaluation du PNA est élaboré	Nombre de manuel de suivi-évaluation élaboré	Rapport d'activités du MEEA/S P/REDD+	MEE A/SP/ CND D	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSARG F, MSJE, M CCAT, MEFP MTMUSR, CT		1,0	-		15 000,0		15 000,0			15 000,0

Activité 3.2.2.1.6	Organiser des sessions de formation au profit des acteurs en suivi-évaluation	3 sessions de formation en suivi évaluation sont organisées	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MEEA/SP/REDD+	MEEA/SP/CND	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSARGF, MSJE, MCCAT, MEFP, MTMUSR, CT	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0	-	-	9 000,0
Activité 3.2.2.1.8	Organiser des enquêtes périodiques pour le renseignement des indicateurs	Un répertoire des bonnes pratiques dans le domaine de l'adaptation	Nombre de répertoire des bonnes pratiques dans le domaine de la REDD+ élaboré	Rapport d'activités SP/REDD+	MEEA/SP/CND	MARAH, MUAFH, MESRI, MID, MSARGF, MSJE, MCCAT, MEFP, MTMUSR, CT										
<b>Objectif Stratégique 3.2 : améliorer la disponibilité, l'accès aux informations climatiques fiables et la visibilité des interventions</b>										4 730 000,0	410 000,0	1 609 000,0	13 749 000,0	125 000,0	171 000,0	453 000,0
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La disponibilité et l'accès aux informations climatiques fiables sont améliorées</b>										4 697 000,0	387 000,0	1 601 000,0	13 685 000,0	108 000,0	146 000,0	431 000,0
<b>Action 1.2.2.1 :</b>	<b>Amélioration de la disponibilité des informations climatiques et météorologiques</b>									828 000,0	331 000,0	193 000,0	1 352 000,0	-	-	352 000,0
Activité 1.2.2.1.1	Elaborer les bulletins agro météorologiques et climatiques	4 620 bulletins agro météorologiques et climatiques élaborés	Nombre de bulletins élaborés	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MEEA, MARAH, MESRI, MCCAT	1 540,0	1 540,0	1 540,0	40 000,0	40 000,0	40 000,0	120 000,0	-	-	120 000,0

Activité 1.2.2.1.2	Organiser des ateliers sectoriels sur les prévisions saisonnières	9 ateliers sectoriels organisés	Nombre d'ateliers sectoriels organisés	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MEEA, MARAH, CILSS	3,0	3,0	3,0	2 000,0	2 000,0	2 000,0	6 000,0	-	-	6 000,0
Activité 1.2.2.1.3	Elaborer des messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes	195 messages d'alerte des phénomènes météorologiques extrêmes élaborés	Nombre de messages d'alerte élaborés	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MEEA, MARAH, CILSS, MCCAT, Téléphonies mobiles	65,0	65,0	65,0	8 000,0	8 000,0	8 000,0	24 000,0	-	-	24 000,0
Activité 1.2.2.1.4	Mettre à jour les métadonnées des stations du réseau météorologique nationale	150 métadonnées mises à jour	Nombre de métadonnées à jour	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MEEA, MARAH, CILSS	50,0	50,0	50,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	18 000,0	-	-	18 000,0
Activité 1.2.2.1.5	Equiper les Postes de travail du CNVAM	3 postes de travail équipés	Nombre de postes de travail équipés	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MATDS, Collectivités	3,0	-	-	485 000,0	-	-	485 000,0	-	-	485 000,0
Activité 1.2.2.1.6	Assurer la fonctionnalité des stations du réseau météorologique	1266 stations du réseau météorologique fonctionnelles	Nombre de stations du réseau météorologique fonctionnelles	Rapport d'activité du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MATDS, Collectivités	422,0	422,0	422,0	80 000,0	200 000,0	47 000,0	327 000,0	-	-	327 000,0
Activité 1.2.2.1.7	Doter les communes de	15 communes dotées de stations	Nombre de communes dotées de	Rapport d'activité du	MTMUSR/	MATDS, Collectivités	5,0	5,0	5,0	52 000,0	52 000,0	52 000,0	156 000,0	-	-	156 000,0

	stations météorologiques	météorologiques	stations météorologiques	MTMUSR/ANAM	ANAM												
Activité 1.2.2.1.8	Mettre à niveau les capteurs pluviométriques du réseau météorologique national	85 capteurs pluviométriques mis à niveau	Nombre de capteurs pluviométriques mis à niveau	Rapport d'activités du MTMUSR/ANAM	MTMUSR/ANAM	MATDS, Collectivités	10,0	25,0	50,0	15 000,0	23 000,0	38 000,0	76 000,0	-	-	76 000,0	
Activité 1.2.2.1.9	Acquérir des équipements pour le renforcement du réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM	20 équipements acquis pour le renforcement du réseau Météo avec des stations automatiques de l'ANAM	Nombre de équipements acquis	Rapport d'activités du MARAH/DGESS	MARAH/DGESS	MEFP, MTMUSR, Secteur privé	20,0			140 000,0	-	-	140 000,0	-	-	140 000,0	
<b>Action 1.2.2.2 :</b>	<b>Développement des systèmes d'alerte précoce</b>									<b>3 869 000,0</b>	<b>056 000,0</b>	<b>1 408 000,0</b>	<b>12 333 000,0</b>	<b>108 000,0</b>	<b>146 000,0</b>	<b>079 000,0</b>	
Activité 1.2.2.2.1	Acquérir des équipements, des consommables informatiques, et de matériels de gestion des données au profit des SAP	1 lot de matériels acquis au profit des SAP	Nombre de lots de matériels acquis	Rapport d'activités du MARAH/SE-CNSA	MARAH/SE-CNSA	MEFP, Secteur privé	1,0			1 000,0	-	-	1 000,0	-	1 000,0	-	
Activité 1.2.2.2.2	Mettre en place des SAP relais communautaire	12 SAP relais communautaire mises en place	Nombre de SAP relais communautaires mises en place	Rapport d'activités du MARAH/DGESS	MARAH/DGESS	MEEA, MDTDS	6,0	6,0		54 000,0	54 000,0	-	108 000,0	108 000,0	-	-	



Activité 1.2.2.2.3	Concevoir des systèmes d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations	2 SAP pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations conçus	Nombre de SAP pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations conçus	Rapport d'activités du MEEA/D GRE	MEEA/D GRE	MARAH, MEFP, Secteur privé	2,0				2 461 000,0	-	-	2 461 000,0	-	2 461 000,0	-
Activité 1.2.2.2.4	Acquérir des lots d'équipements au profit des systèmes d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations	2 lots d'équipements acquis au profit du SAP pour la gestion des conflits liés à l'eau et des inondations	Nombre de lots de matériels acquis	Rapport d'activités du MEEA/D GRE	MEEA/D GRE	MARAH, MEFP, Secteur privé	2,0				-	5 634 000,0	-	5 634 000,0	-	5 634 000,0	-
Activité 1.2.2.2.5	Renforcer la surveillance des maladies climato-sensibles	La surveillance des maladies climato-sensibles est renforcée	Proportion des suivis réalisés dans le cadre de la surveillance des maladies climato-sensibles	Rapport d'activités	MSHP	MEEA	4,0	4,0	4,0	130 000,0	130 000,0	130 000,0	390 000,0	-	-	390 000,0	-
Activité 1.2.2.2.6	Organiser des sessions de formation au profit du personnel du Système d'Alerte Précoce (SAP) sur les outils de surveillance et	4 sessions de formation organisées au profit du personnel du Système d'Alerte Précoce (SAP) sur les outils de	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARAH/SE-CNSA	MARAH/SE-CNSA	MEEA, MTDS, MTMUSR	2,0	2,0	-	15 000,0	15 000,0	30 000,0	-	30 000,0	-	30 000,0	-

	d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire															
Activité 1.2.2.2.7	Organiser des sessions de formation au profit du personnel de l'ANAM, SAP, SE-CNSA et de la DGRE sur les thématiques en lien avec la météorologie	2 sessions de formation organisées au profit du personnel de l'ANAM, SAP, SE-CNSA et de la DGRE sur les thématiques en lien avec la météorologie	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARAH/DGESS	MARAH/DGESS	MEEA, MTDS, MTMUSR	1,0	1,0		5 000,0	5 000,0	-	10 000,0	-	10 000,0		-
Activité 1.2.2.2.8	Organiser des sessions de formation au profit des SAP relais au niveau communal sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	02 sessions de formation organisées au profit des SAP relais au niveau communal sur les outils de surveillance et d'analyse des risques d'insécurité alimentaire	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités du MARAH/DGESS	MARAH/DGESS	MEEA, MDTDS	1,0	1,0		5 000,0	5 000,0	-	10 000,0	-	10 000,0		-
Activité 1.2.2.2.9	Organiser des sessions de sensibilisation des acteurs sur	39 sessions de sensibilisation des acteurs sur l'utilisation des	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	Rapport d'activités MARAH/DGESS	MARAH/DGESS	MEEA, MDTDS, CT	13,0	13,0	13,0	13 000,0	13 000,0	13 000,0	39 000,0	-	-		39 000,0

	l'utilisation des produits des SAP	produits des SAP organisées															
Activité 1.2.2.2.10	Renforcer les compétences des acteurs sur les maladies sensibles aux changements climatiques	180 acteurs formés sur les maladies sensibles aux changements climatiques	Pourcentage des acteurs formés	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	60,0	60,0	60,0	650 000,0	650 000,0	700 000,0	2 000 000,0	-	-	2 000 000,0	
Activité 1.2.2.2.11	Former les ressources humaines qualifiées en santé environnement	55 ressources humaines qualifiées en santé environnement formées	Nombre de ressources humaines formées	Rapport d'activités	MSH P	MEEA	55,0	55,0	55,0	550 000,0	550 000,0	550 000,0	1 650 000,0	-	-	1 650 000,0	
<b>Effet Attendu 3.2.1 : La visibilité des interventions est améliorée</b>										<b>33 000,0</b>	<b>23 000,0</b>	<b>8 000,0</b>	<b>64 000,0</b>	<b>17 000,0</b>	<b>25 000,0</b>	<b>22 000,0</b>	
<b>Action 3.2.2.2 :</b>	<b>Renforcement des outils et instruments de communication et d'information</b>									<b>28 000,0</b>	<b>20 000,0</b>	<b>5 000,0</b>	<b>53 000,0</b>	<b>8 000,0</b>	<b>23 000,0</b>	<b>22 000,0</b>	
Activité 3.2.2.2.1	Elaborer une stratégie de communication PNA	Une stratégie de communication PNA élaborée	Existence d'une stratégie de communication climat	Rapport d'activités	MEE A/FIE	Medias/A NAM/	1,0	-	-	8 000,0	-	-	8 000,0	-	-	8 000,0	
Activité 3.2.2.2.6	Réaliser et diffuser des films institutionnels (publi-reportages) sur	3 films institutionnels (publi-reportages) sur les activités du	Nombre de films institutionnels (publi-reportages) sur les	Rapport d'activités	MEE A/FIE	DCPM/MEA	1,0	1,0	1,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	-	15 000,0	

	les activités du PNA	FIE réalisés et diffusés	activités du FIE réalisés et diffusés															
Activité 3.2.2.2.8	Doter les structures de mise en œuvre du PNA en équipements de communication (ordinateurs, caméra, table de montage, appareil photo performant, disques durs,...)	2 lots d'équipements de communication (ordinateurs, caméra, table de montage, appareil photo performant, disques durs,...) doté à la DCRP du FIE d	Nombre de lots d'équipement de communication acquis	Rapport d'activité	MEE A/FIE	MEFP/PTF	1,0	1,0	-	15 000,0	15 000,0	-	30 000,0	8 000,0	23 000,0	-	1 000,0	
<b>Action 3.2.2.2 :</b>	<b>Renforcement du dispositif de communication</b>									<b>5 000,0</b>	<b>3 000,0</b>	<b>3 000,0</b>	<b>11 000,0</b>	<b>9 000,0</b>	<b>2 000,0</b>	<b>-</b>		
Activité 3.2.2.2.5	Mettre en place et former un pool de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques	Pool d'influenceurs de journalistes, influenceurs, sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre les changements climatiques sont mis en place et formé	Disponibilité d'un pool formé	Rapport d'activité du SPONG	SPONG/Benkadi	MEEA/SP-CNDD	1,0	-	-	2 000,0	-	-	2 000,0	-	2 000,0	-		

Activité 3.2.2.2.7	Organiser des déjeuners de travail avec les organes de presse	3 déjeuners de travail organisés avec les organes de presse	Nombre de déjeuners de travail organisés	Rapport d'activité	MEE A/FIE	DCPM/ME EA	1,0	1,0	1,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	9 000,0	9 000,0	-	-
<b>TOTAL</b>										690 736 786,6	340 277,1	627 443 852 196,2	1 761 929 259,8	599 711 972,8	682 033 870,0	480 183 417,1